

# COMMISSION GÉNÉRALE DES PÊCHES POUR LA MÉDITERRANÉE

# 29



**RAPPORT CGPM 29**

**COMMISSION GÉNÉRALE DES PÊCHES POUR LA MÉDITERRANÉE**

**RAPPORT DE LA VINGT-NEUVIÈME SESSION**

**Rome, 21-25 février 2005**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**  
**Rome, 2005**

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l' Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN 92-5-205352-2

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service de la gestion des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)

© FAO 2005

## PRÉPARATION DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent document est la version finale du rapport adopté à Rome par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), à sa vingt-neuvième session, le 25 février 2005.

FAO Commission générale des pêches pour la Méditerranée.  
Rapport de la vingt-neuvième session. Rome, 21-25 février 2005.  
*Rapport CGPM*. No. 29. Rome, FAO. 2005. 52p.

### RÉSUMÉ

La vingt-neuvième session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) a réuni les délégués de tous les membres de la Commission (vingt-quatre). La Commission a décidé que le Palais Blumenstihl à Rome, Italie, abriterait son nouveau siège. Elle a convenu que tous les membres pourraient exceptionnellement participer au vote concernant le Secrétaire exécutif, à la condition que chacun contribue sa part du budget autonome avant la fin de l'année 2005. A la suite d'interviews et de votes à bulletin secret, la Commission a sélectionné son Secrétaire exécutif. Elle a aussi convenu d'un mandat et d'une procédure pour la sélection du Secrétaire exécutif adjoint. La Commission a formellement établi la Réunion de coordination des sous-comités (CMSC) en tant qu'organe subsidiaire du Comité scientifique consultatif (CSC), ainsi qu'un Groupe de travail permanent sur les méthodologies d'évaluation des stocks. Elle s'est déclarée favorable à un renforcement du mandat du Groupe de travail mixte CGPM/CICTA sur les espèces de grands pélagiques et a également décidé du re-établissement du Réseau sur l'environnement et l'aquaculture en Méditerranée (EAM) en soutien au Comité de l'aquaculture (CAQ). La Commission a renvoyé à sa prochaine session l'examen de certaines des dispositions de son Règlement intérieur. La Commission a adopté les Recommandations contraignantes CGPM/2005/1 concernant «la gestion de certaines pêcheries exploitant des espèces démersales et des espèces vivant en eau profonde» et CGPM/2005/2 concernant «l'établissement d'un registre des navires mesurant plus de 15 mètres autorisés à pêcher dans la zone de la CGPM», ainsi que six Recommandations de la CICTA et des Directives générales pour un schéma de contrôle de la CGPM. La Commission a aussi instamment invité ses membres à définir des plans d'action nationaux concernant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) et a demandé que le projet régional MedFisis établisse en priorité le registre des navires de la CGPM (liste blanche).

### Distribution:

Participants à la session

Liste de correspondance de la CGPM

Fonctionnaires des pêches dans les Bureaux régionaux et sous-régionaux de la FAO



## TABLE DES MATIÈRES

	Page
OUVERTURE DE LA SESSION .....	1
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION .....	1
SIÈGE DE LA COMMISSION .....	2
SÉLECTION DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF .....	2
MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA VINGT-HUITIÈME SESSION ET DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA CGPM .....	4
QUESTIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DU BUDGET AUTONOME .....	4
ACTIVITÉS INTERSESSIONS 2003-2004 .....	5
QUESTIONS LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION .....	9
GESTION DES PÊCHES EN MÉDITERRANÉE .....	11
PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE INTERSESSIONS 2005-2006 .....	15
AUTRES QUESTIONS .....	18
DATE ET LIEU DE LA TRENTIÈME SESSION .....	18
ADOPTION DU RAPPORT .....	18
<b>ANNEXES</b>	
A    Ordre du jour .....	19
B    Liste des participants .....	20
C    Liste des documents .....	30
D    Allocution d'ouverture par M. Pulvenis de Séligny, Directeur, Division des politiques et de la planification, Département des pêches de la FAO .....	32
E    Mandat de la Réunion de coordination des Sous-Comités (CMSC) et mandat des Coordonnateurs des Sous-Comités .....	35
F    Description du poste de Secrétaire exécutif adjoint/ Conseiller en gestion des pêches et qualifications .....	36
G    Recommandations de la CGPM concernant la gestion des pêcheries .....	38
H    Lignes directrices pour un schéma de contrôle de la CGPM: conditions requises et principes .....	50



## **OUVERTURE DE LA SESSION**

1. La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) a tenu sa vingt-neuvième session au siège de la FAO, à Rome (Italie), du 21 au 25 février 2005.
2. Ont participé à la session des délégués de tous les membres de la Commission (24), ainsi que des observateurs de la Fédération de Russie, de l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente (ACCOBAMS), du Bureau européen pour la conservation et le développement (BECD), du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), de l'Association méditerranéenne des organisations du secteur de la pêche (MEDISAMAK), de l'Union mondiale pour la nature (UICN) et du Fonds mondial pour la nature (WWF). La liste des délégués et des observateurs figure à l'Annexe B du présent rapport.
3. La session a été ouverte par M. Abdellatif Berraho, Président de la Commission, qui a souhaité la bienvenue aux participants.
4. Au nom du Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf, et de M. Ichiro Nomura, Sous-Directeur général chargé du Département des pêches de l'Organisation, M. Pulvenis de Séligny, Directeur de la Division des politiques et de la planification de la pêche du Département des pêches, a souhaité la bienvenue aux délégués, à qui il a exprimé tous ses vœux de succès. Il a rappelé que cette session marquait le début d'une ère nouvelle pour la CGPM, notamment en raison de la sélection du Secrétaire exécutif et du choix d'un nouveau siège pour la Commission. Il a remercié les trois pays (Espagne, Italie et Malte) qui ont proposé leur candidature pour le siège de la Commission. Il a fait remarquer que les activités de la Commission s'intensifiaient et que le niveau de participation augmentait, aussi bien en ce qui concerne le nombre de pays que les domaines de connaissances et d'expertise couverts, et a insisté sur l'importance croissante du rôle des projets régionaux. Il a fait valoir que la FAO était satisfaite de cette évolution encourageante et a confirmé que l'Organisation continuerait d'accorder son concours à la Commission. La version intégrale de l'allocution de M. Pulvenis de Séligny figure à l'Annexe D.

## **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION**

5. La Commission est convenue de déplacer le point 10 de l'ordre du jour (Questions liées au fonctionnement de la Commission) et de le traiter directement après le point 7 (Activités intersessions 2003-2004). Le délégué de la France a suggéré d'examiner les propositions de la Communauté européenne (CE) concernant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR), mises à disposition sous couvert du document CGPM/XXIX/2005/Dma.9 comme point 9 de l'ordre du jour. L'ordre du jour tel qu'adopté figure à l'Annexe A du présent rapport.
6. La liste des documents dont la Commission était saisie figure à l'Annexe C.



## **SIÈGE DE LA COMMISSION**

7. La Commission a examiné les documents GFCM/XXIX/2005/2 Rev.1 «Siège de la Commission» et GFCM/XXIX/2005/Inf.11 «Note d'information relative aux procédures régissant le choix du siège de la Commission et la sélection du Secrétaire exécutif». La Commission a noté qu'elle était tenue de sélectionner le siège de la Commission au titre du paragraphe 11 de l'article II de l'Accord portant création de la CGPM. Cette disposition figurait parmi les amendements approuvés en 1997 et entrés en vigueur après approbation du Conseil de la FAO. En conséquence, tous les membres de la Commission participeraient à la décision. La Commission a également noté qu'à sa session extraordinaire, tenue à Saint-Julien (Malte), du 19 au 23 juillet 2004, il avait été décidé que tous les dossiers de candidature soumis par les membres souhaitant que le Secrétariat soit établi dans leur pays, y compris les informations requises conformément aux critères de sélection du siège de la Commission tels que convenus à cette date, devaient être soumis à la FAO avant le 30 septembre 2004 et que ces dossiers de candidature devaient être distribués aux membres par la FAO dans les plus brefs délais.

8. La Commission a noté que la FAO avait reçu un dossier de candidature de la part de l'Italie (siège à Rome), de Malte (siège à Fort Saint-Thomas) et de l'Espagne (siège à Malaga) et que, comme prévu dans la procédure établie, ces dossiers avaient été communiqués à tous les membres de la CGPM.

9. Chaque candidat a présenté sa proposition concernant le siège de la Commission.

10. La Commission a organisé un vote au scrutin secret. A la suite des résultats, la Commission a décidé, conformément au paragraphe 11 de l'article II de l'Accord portant création de la CGPM, que son siège serait établi à Rome (Italie).

## **SÉLECTION DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF**

11. La Commission a examiné les documents GFCM/XXIX/2005/3 «Sélection du Secrétaire exécutif» et GFCM/XXIX/2005/Inf.11 «Note d'information relative aux procédures régissant le choix du siège de la Commission et la sélection du Secrétaire exécutif».

12. La Commission a noté que le Secrétaire exécutif devait être sélectionné au titre du paragraphe 1 de l'article XI de l'Accord portant création de la CGPM, tel qu'amendé suite à l'entrée en vigueur des amendements approuvés par le Conseil de la FAO à sa cent treizième session, tenue à Rome du 4 au 6 novembre 1997, et qui imposaient de nouvelles obligations aux membres de la Commission. Ces amendements étaient entrés en vigueur le 29 avril 2004, pour chaque membre les ayant approuvés. La Commission a ensuite noté qu'elle avait approuvé une procédure de sélection du Secrétaire exécutif à sa session extraordinaire. La Commission a également noté que suite à l'application de cette procédure, six candidats avaient été présélectionnés.

13. La Commission a procédé aux interviews des candidats présélectionnés.

14. La Commission a ensuite appliqué les dispositions du paragraphe 6 de la procédure définie dans l'Annexe H du rapport de sa session extraordinaire qui prévoit ce qui suit:

*«Une fois tous les entretiens conclus, un premier tour de scrutin aura lieu et les deux candidats obtenant le moins de voix seront éliminés du processus de sélection. Un deuxième tour de scrutin sera alors organisé entre les trois candidats restants et le candidat recevant le moins de voix sera éliminé. Si deux candidats obtiennent un nombre égal de voix, un vote séparé sera organisé entre les deux afin d'éliminer un candidat. Il sera procédé à un vote entre les deux candidats finalistes et celui qui obtiendra le plus de voix sera sélectionné».*

15. La Commission a longuement débattu en vue de déterminer si tous les membres de la CGPM étaient autorisés à participer au scrutin susmentionné ou si seuls ceux qui avaient approuvé les amendements impliquant de nouvelles obligations entrés en vigueur le 29 avril 2004 étaient habilités à voter. A cet effet, il a été rappelé qu'à sa session extraordinaire, la Commission avait admis qu'en cas de vote, seuls les membres ayant déposé leur instrument d'acceptation des amendements impliquant de nouvelles obligations seraient autorisés à voter sur des questions couvertes par les amendements entrés en vigueur le 29 avril 2004. La Commission a également noté que la question avait été traitée de manière assez détaillée à cette occasion. Le Bureau juridique de la FAO avait alors indiqué que, d'un point de vue juridique, conformément aux principes du droit international tel qu'inscrits dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, rien n'empêchait la Commission de décider que tous les membres pouvaient participer à la décision. Néanmoins, il incombait à la Commission de prendre une décision en ce sens.

16. A l'issue du débat au cours duquel des avis divers et variés ont été exprimés, il a été reconnu que le Secrétaire exécutif exercerait ses fonctions au service de l'ensemble de la Commission et de tous ses membres, y compris ceux qui n'avaient pas encore approuvé les amendements impliquant de nouvelles obligations, et qu'il était souhaitable que tous les membres soient autorisés à participer à une décision aussi importante que la sélection du Secrétaire exécutif. En conséquence, et suite à une proposition des Etats membres de l'Union européenne (UE), la Commission est convenue qu'à titre de mesure exceptionnelle applicable uniquement au cas en question, et sans que cette décision ne crée de précédent en aucune façon, tous les membres pourraient voter. La Commission a souligné que cette décision avait été prise étant entendu que tous les membres qui n'ont pas encore déposé leur instrument d'acceptation des amendements impliquant de nouvelles obligations le feraient avant la fin de l'année et qu'ils contribueraient au budget 2005, puisque l'ensemble des coûts liés au poste de Secrétaire exécutif étaient à la charge du budget autonome. En conséquence de cette décision, tous les Etats membres de la CGPM, à l'exception d'Israël et du Liban ont participé au vote.

17. En ce qui concerne la procédure de vote en tant que telle, la Commission a pris note des avis présentés dans le document GFCM/XXIX/2005/Inf.11 et par le Bureau juridique selon lesquels, si un candidat obtient la majorité des suffrages exprimés à l'issue du premier ou du deuxième tour de scrutin, ce candidat serait sélectionné et il ne serait pas nécessaire d'organiser d'autres tours de scrutin. La Commission a noté l'avis du Bureau juridique selon lequel ce cas particulier n'avait pas été expressément envisagé dans la procédure, telle qu'approuvée lors de la session extraordinaire. En conséquence, conformément au paragraphe 7 de l'article IX du Règlement intérieur, il convient de le traiter dans le respect du Règlement général de l'Organisation qui prévoit qu'il n'est procédé à des scrutins successifs que «si aucun candidat n'obtient la majorité des suffrages exprimés au premier tour de scrutin» (cf. article XX, paragraphe 11).

18. Cependant, la Commission a estimé que, lors de l'adoption des dispositions définies au paragraphe 6 de l'Annexe H du rapport de sa session extraordinaire, le but visé était manifestement que, quoi qu'il arrive, trois tours de scrutin soient organisés. Par conséquent, elle a décidé à l'unanimité que trois tours de scrutin devaient être organisés, qu'un candidat ait obtenu ou non la majorité requise lors du premier ou du deuxième tour.

19. La Commission a tenu trois tours de scrutin à bulletin secret, auxquels ont participé vingt et un membres. A la suite des résultats, la Commission a invité le Président de la CGPM à proposer au Directeur général la nomination de M. Alain Bonzon (France) au poste de Secrétaire exécutif de la Commission.

### **MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA VINGT-HUITIÈME SESSION ET DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA CGPM**

20. Le Secrétaire de la CGPM a présenté ce point de l'ordre du jour en s'appuyant sur les documents GFCM/XXIX/2005/Inf.4 et GFCM/XXIX/2005/Inf.5. Il a brièvement passé en revue les principales recommandations de la Commission telles qu'elles figurent dans les rapports de sa vingt-huitième session et de sa session extraordinaire, respectivement. Le Secrétaire a informé la Commission des mesures prises pour y donner suite et a souligné les quelques questions en suspens. Il a été noté que ces dernières étaient inscrites à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session.

21. La Commission a noté avec satisfaction les mesures prises par le Secrétariat, par le Comité scientifique consultatif (CSC) et par le Comité de l'aquaculture (CAQ) et a souligné le rôle important joué par les projets régionaux dans la mise en œuvre des recommandations relatives aux questions techniques.

### **QUESTIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DU BUDGET AUTONOME**

22. Le Secrétaire de la CGPM a présenté ce point en s'appuyant sur le document GFCM/XXIX/2005/4. Un bilan de la situation en ce qui concerne l'approbation des amendements à l'accord de la CGPM relatifs au budget autonome par rapport à la session extraordinaire a été dressé. La Commission a été informée du dépôt par le Japon de son instrument d'acceptation le 30 juillet 2004 et de ce que le Liban avait informé officiellement le Secrétariat à la fin de l'année 2004 qu'il déposerait son instrument d'acceptation dans un avenir proche. Le délégué de l'Algérie a fait savoir à la Commission que son gouvernement avait déposé son instrument d'acceptation auprès du Directeur général de la FAO au cours de la vingt-neuvième session.

23. En ce qui concerne la déclaration faite par la Commission à sa session extraordinaire concernant la validation des chiffres relatifs à la richesse et à la production halieutique utilisés pour calculer le barème des contributions, le Secrétaire a fait savoir qu'aucun membre n'avait contesté la validité de ces chiffres.

24. Le Secrétariat a fait rapport sur les mesures prises par l'Organisation concernant le coût des services d'appui aux projets et la monnaie à utiliser eu égard au budget autonome.

25. La Commission a noté avec satisfaction que le coût des services d'appui aux projets avait été fixé à un taux de 4,5 pour cent du budget autonome et a reconnu que les contributions pourraient être versées en monnaie convertible autre que le dollar des Etats-Unis, notamment en euros.

26. A cet égard, on a rappelé que lors de l'adoption du Règlement financier à la session extraordinaire, la Commission avait noté qu'au paragraphe 5 de l'article III du Règlement financier, il faudrait ajouter un taux pour les dépenses d'appui aux projets qui serait déterminé par le Directeur du Bureau du programme, du budget et de l'évaluation (PBE), conformément à la politique de remboursement des dépenses d'appui approuvée par le Conseil de la FAO. La Commission a examiné la proposition du Secrétariat tendant à ce que le Règlement financier fasse état de la politique de la FAO relative à la fixation du taux de remboursement des dépenses d'appui, sans mentionner un taux spécifique pour laisser la possibilité de revoir ce taux à la hausse ou à la baisse conformément à la politique de la FAO. La Commission a décidé que, compte tenu des débats qu'elle avait tenu à sa session extraordinaire à ce sujet, le taux spécifique de 4,5 pour cent pour le remboursement des dépenses d'appui devrait être expressément mentionné au paragraphe 5 de l'article III du Règlement financier.

27. A cet égard, la Commission a noté qu'au cas où il serait nécessaire de revoir le taux conformément à la politique de remboursement des dépenses d'appui approuvée par le Conseil de la FAO, la question devrait être soumise à la CGPM et traitée conformément au paragraphe 13 de l'article II et au paragraphe 7 de l'article IX de l'Accord portant création de la CGPM.

28. La Commission a approuvé le projet de dispositions de l'article V.4 du Règlement financier concernant les monnaies dans lesquelles les contributions devraient être mises en recouvrement et versées au budget de la Commission et a noté que ces dispositions étaient conformes à celles approuvées par la Conférence de la FAO à sa trente-deuxième session (Rome, 29 novembre-9 décembre 2003).

29. Plusieurs membres de la Commission, en particulier la CE et la France, ont à nouveau demandé que l'euro soit la monnaie de recouvrement des contributions et celle utilisée par la Commission pour ses opérations.

## **ACTIVITÉS INTERSESSIONS 2003-2004**

### **Rapport sur les activités du Comité scientifique consultatif (CSC)**

30. Monsieur C. Piccinetti, Président du CSC, a fait rapport sur les activités du Comité en s'appuyant sur les documents GFCM/XXIX/2005/5 et GFCM/XXIX/2005/Inf.6. Il a évoqué l'activité intense du Comité, de ses Sous-Comités et de ses groupes de travail pendant les 11 mois de la période intersession 2004, dont témoignaient les 15 réunions organisées et les documents scientifiques et techniques produits. Il a souligné, en outre, qu'à l'exception de l'atelier sur la mesure de l'effort de pêche, toutes les réunions approuvées par la Commission avaient été organisées.

31. La Commission a également été informée de ce que la septième session du CSC s'était caractérisée par le niveau de participation le plus élevé depuis sa création. En particulier, il a été noté que tous les Etats membres riverains de la mer Noire avaient participé activement à la session. Il en allait de même, tant en ce qui concernait le nombre de pays représentés que les disciplines couvertes, pour les réunions des organes subsidiaires du CSC.

32. Le Président du CSC a souligné que le Comité avait recommandé de poursuivre les efforts pour mettre en réseau et responsabiliser les institutions nationales, par le biais notamment des Points focaux nationaux et des Coordinateurs de chacun des Sous-Comités. Il a fait allusion également à la mise en œuvre des principes directeurs approuvés par la Commission à la suite de l'évaluation du CSC effectuée en 2003. L'accent avait été mis sur le perfectionnement des méthodologies d'application de l'approche écosystémique des pêches et des méthodologies d'évaluation des pêcheries pluri-espèces, ainsi que sur la nécessité de veiller à ce que des options soient proposées en matière d'avis de gestion et qu'elles tiennent dûment compte des dimensions socioéconomiques.

33. Le Président du CSC a souligné que beaucoup d'informations disponibles dans les pays membres n'étaient pas présentées aux organes subsidiaires. Il a ensuite informé la Commission des principales activités des Sous-Comités, comme suit:

34. Le Sous-Comité de l'évaluation des stocks (SCSA) avait examiné 22 stocks (14 d'espèces démersales et 8 de petits pélagiques) qui incluaient 9 espèces et couvraient 7 sous-régions géographiques (GSAs) de la CGPM, mais seulement 2 stocks partagés. Le SCSA avait fait des progrès notables dans la définition de la taille à première maturité de l'anchois de la Méditerranée occidentale et de l'Adriatique. Le Sous-Comité était favorable à l'utilisation de l'approche «feux de circulation» en relation avec les points de référence biologique, tout en reconnaissant la nécessité d'affiner la liste des indicateurs de performance et des critères y relatifs.

35. Le Sous-Comité des sciences économiques et sociales (SCESS) avait démontré la faisabilité de collecter les données par segment de flottille et de produire les indicateurs socioéconomiques requis, dans toute la Méditerranée. Le Sous-Comité avait progressé dans l'élaboration de modèles bioéconomiques pour la gestion des pêches. Des analyses de marché des produits de la pêche avaient été lancées. Le SCESS avait souligné la nécessité de renforcer la collaboration avec le Sous-Comité des statistiques et de l'information, ainsi qu'avec le Réseau sur les aspects socio-économiques et juridiques de l'aquaculture en Méditerranée (SELAM) du Comité de l'aquaculture.

36. Le Sous-Comité de l'environnement et des écosystèmes marins (SCMEE) s'était inquiété de la multiplication des activités de pêche à des profondeurs supérieures à 1 000 mètres. Le SCMEE avait également reconnu la difficulté d'appliquer une approche écosystémique des pêches. Il avait noté l'insuffisance des contributions des membres, moyennant quoi il n'avait pas été possible de faire des progrès sensibles dans l'étude de l'impact des pêches à la palangre de surface et de fond sur les espèces non commerciales, les oiseaux et les tortues de mer. Le Sous-Comité a aussi souligné la nécessité de renforcer les activités relatives à l'impact des pêches au filet dérivant à grande échelle sur la biodiversité et sur les espèces menacées ou en voie d'extinction.

37. Le Sous-Comité des statistiques et de l'information (SCSI) avait élargi la couverture du programme MEDSTAT, notamment en Méditerranée orientale grâce au projet MedFisis. Il avait noté la nécessité urgente de progresser davantage sur la question de la standardisation de l'effort de pêche par Unité opérationnelle, compte tenu des résultats positifs des études de cas effectuées dans la mer Adriatique et en Méditerranée centrale et occidentale. Le SCSI avait également fait état des progrès accomplis dans l'élaboration de bases de données d'enquêtes biologiques et de systèmes d'information, avec l'appui des projets régionaux concernés.

38. Le Président du CSC a évoqué les déclarations faites par le Comité sur la nécessité de préciser et d'élargir le mandat du Groupe de travail conjoint CGPM/CICTA sur les grands pélagiques et en particulier de le doter d'une capacité multidisciplinaire pour l'analyse des données sur la gestion des pêches. Il a également mentionné le souhait exprimé par le CSC, compte tenu de sa charge de travail et de ses priorités, de suspendre momentanément sa participation au Groupe de travail mixte CECPI/CGPM<sup>1</sup> sur la gestion de l'esturgeon.

39. Au cours des débats qui ont suivi, la Commission s'est vivement félicitée des travaux réalisés par le CSC tant en ce qui concerne la quantité que la qualité du travail fourni. Elle a pris note avec satisfaction de la tendance apparente à une participation accrue aux travaux du Comité et a réitéré à ce propos, l'importance de l'appui fourni par les projets régionaux. Plusieurs délégations ont toutefois souligné la nécessité de préciser davantage les priorités afin d'alléger le volume de travail du Comité et d'obtenir des résultats plus ciblés, notamment dans le cas du SCMEE. Il a été suggéré qu'un renforcement de la coopération et de la coordination avec des entités s'occupant de l'environnement, comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (Plan d'action pour la Méditerranée [PAM], Centre d'activités régional [CAR], le projet SPA/BIO), l'ACCOBAMS, l'Union mondiale pour la nature (UICN) et le Fonds mondial pour la nature (WWF), faciliterait les travaux du Sous-Comité sur le milieu et les écosystèmes marins.

40. La Commission a en outre rappelé une nouvelle fois que les membres devaient fournir toutes les données et informations requises et assurer une couverture complète de toutes les sous-zones géographiques de la CGPM. Elle a également souligné la nécessité de présenter les travaux scientifiques sous une forme facilitant la prise de décisions de la part des gestionnaires, y compris en fournissant des options sur la manière d'appliquer les avis de gestion.

41. La Commission a noté que les suggestions relatives au renforcement du Groupe de travail conjoint CGPM/CICTA sur les grands pélagiques seraient examinées au titre du point 8 de l'ordre du jour.

42. La Commission a approuvé le remplacement de M. P. Oliver par Mme C. Karlou-Riga au poste de Coordonnateur du Sous-Comité sur l'évaluation des stocks.

### **Rapport sur les activités du Comité de l'aquaculture**

43. En l'absence du Président du Comité de l'aquaculture, le Président de la CGPM a invité le Secrétaire technique du Comité à présenter les principales activités réalisées au cours de la période intersessions par le Comité et les réseaux.

---

<sup>1</sup> CECPI: Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures.

44. Parmi les principales activités réalisées dans le cadre du Comité de l'aquaculture, telles que résumées dans le document GFCM/XXIX/2005/5, on peut citer: l'organisation d'une Réunion *ad hoc* d'experts sur l'évaluation externe du CAQ et ses réseaux; l'organisation de la deuxième réunion du Groupe de travail *ad hoc* conjoint CGPM/CICTA sur l'élevage durable du thon rouge en Méditerranée; la préparation d'une proposition révisée du projet régional d'aquaculture; la collecte et le traitement de données par le réseau du Système d'information pour la promotion de l'aquaculture en Méditerranée (SIPAM); l'organisation d'activités sélectionnées par le Réseau sur la technologie de l'aquaculture en Méditerranée (TECAM), dont la coordination est assurée par l'Institut agronomique méditerranéen de Saragosse (IAMZ) relevant du CIHEAM, en collaboration avec des organisations locales et avec l'appui du Département des pêches de la FAO; et la tenue d'une Réunion spéciale de coordination du SIPAM.

45. Il a été rappelé à la Commission que les activités susmentionnées avaient été examinées lors de la quatrième session du Comité de l'aquaculture, organisée en juin 2004 à Alexandrie (Egypte). S'agissant du SIPAM, la Commission a été informée du fait que le réseau, par l'intermédiaire de son Centre régional situé en Tunisie, poursuivait ses tâches principales, consistant essentiellement à rassembler, vérifier et afficher sur son site Web, les données et informations sur l'aquaculture fournies par les pays membres participants au SIPAM. Au cours de cette période intersessions, des mesures ont été prises pour renforcer les capacités du Centre régional dans le domaine de la maintenance et de l'amélioration du portail du SIPAM et un manuel de l'utilisateur du site Web du SIPAM a été préparé.

46. Au cours des débats qui ont suivi, la Commission a à nouveau reconnu l'importance du suivi de l'Evaluation externe du Comité de l'aquaculture et de ses réseaux, notamment parce que les recommandations émises avaient été approuvées par le Comité à sa quatrième session. L'engagement à appuyer les travaux du Comité, notamment du SIPAM, tel qu'il est reflété dans le budget autonome pour 2005, a été confirmé. Le délégué de la CE a insisté sur l'intérêt que porte la Communauté à disposer d'un réseau sur l'environnement et l'aquaculture en Méditerranée (EAM) efficace. La Commission a également souligné à quel point il importait de remettre rapidement en fonction le Réseau EAM. A la suite d'une requête explicite de la Croatie, le délégué français s'est déclaré prêt à envisager plusieurs options pour appuyer la relance du réseau EAM.

47. La Commission a noté que la troisième réunion du Groupe de travail *ad hoc* conjoint CGPM/CICTA sur l'élevage durable du thon rouge, qui avait dû être différée, devrait se tenir du 16 au 18 mars 2005. A ce sujet, le délégué du Japon s'est inquiété du manque de participation d'experts provenant de certains pays membres et a exprimé le souhait d'une plus large participation des membres concernés par ce secteur d'activité.

48. Le délégué de la Tunisie a invité les membres qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer au réseau SIPAM. Il a également souligné que les pays participant au SIPAM devaient revoir la désignation de leurs coordonnateurs nationaux après l'approbation de leur mandat à la quatrième session du Comité de l'aquaculture. A ce propos, la Commission a été informée du fait que les contributions en données de la part des coordonnateurs nationaux n'étaient pas homogènes et que leur degré d'efficacité dépendait toujours dans une large mesure de l'engagement personnel de chaque coordonnateur. La Commission a été invitée à veiller à ce que les coordonnateurs disposent d'un mandat institutionnel et de moyens adéquats au niveau national, leur permettant de s'acquitter de leurs travaux. Il a été noté que le Comité de l'aquaculture avait recommandé d'intégrer le SIPAM au système global

d'information de la CGPM et qu'une réunion spéciale de coordination du SIPAM tenue en décembre 2004 avait proposé un mécanisme préliminaire favorisant une évolution dans ce sens.

49. Des délégations ont reconnu l'engagement du CIHEAM en tant que Coordonnateur des réseaux TECAM et SELAM et ont souligné qu'il fallait réviser les mandats de ces réseaux pour qu'en plus des activités de formation, ils recommencent à analyser les questions régionales émergentes qui se posent dans le domaine de l'aquaculture. A ce propos, le délégué de Chypre a noté qu'un appui financier complémentaire serait nécessaire pour promouvoir des activités intéressant directement la Commission. Le délégué de l'Egypte, se référant aux débats qui ont eu lieu au sein du Comité de l'aquaculture concernant la révision de l'ébauche de projet régional sur l'aquaculture, a souligné la nécessité de formuler des propositions afin d'aborder des questions intéressant des sous-régions spécifiques de la Méditerranée.

### **Autres activités intersessions**

50. Le Secrétaire de la CGPM a informé la Commission d'un certain nombre d'activités complémentaires ou transversales mises en œuvre pendant la période intersessions.

51. Ces activités comprenaient la Consultation d'experts AdriaMed sur les interactions entre l'aquaculture et les pêches de capture, organisée en novembre 2003. Il a été noté que les résultats de la Consultation avaient été particulièrement appréciés par le Comité de l'aquaculture et le Comité scientifique consultatif et qu'il avait été suggéré que les comités réalisent des activités conjointes dans des domaines tels que la gestion des lagunes, la biodiversité et les considérations écologiques, le repeuplement, la lutte pour les espaces et le marché.

52. La Commission a également noté qu'un Atelier d'experts des pays de la CGPM sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée s'était bien tenu comme prévu en juin 2004 avec l'appui du Japon et du programme FishCode de la FAO. Les participants à l'atelier ont notamment passé en revue la situation de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et ont identifié les principes et activités prioritaires à mettre en œuvre dans le cadre d'un plan de travail préliminaire. La Commission est convenue d'examiner en détail les résultats de l'Atelier au titre du point 9 de l'ordre du jour.

53. La Commission a été informée également des efforts consentis par le Secrétariat pour renforcer la liaison et la coopération avec d'autres organisations régionales, notamment la CICTA, le Conseil international pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée (CIEMS), l'ACCOBAMS, le Plan d'action pour la Méditerranée, la Commission méditerranéenne pour le développement durable et l'UICN. On a également mentionné le projet régional PNUD-FEM en cours d'élaboration, intitulé «Partenariat stratégique pour le grand écosystème de la Méditerranée», auquel la CGPM devrait participer.

## **QUESTIONS LIÉES AU FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION**

### **Renforcement de certains organes subsidiaires du CSC**

54. La Commission a décidé d'officialiser la Réunion de coordination des Sous-Comités (CMSC) du CSC, en tant qu'organisme subsidiaire du Comité. A ce propos, la Commission a approuvé le mandat proposé pour la CMSC, y compris sa composition, et a approuvé le



mandat établi pour les coordonnateurs des Sous-Comités, tel qu'ils sont reproduits à l'Annexe E.

55. La Commission s'est également prononcée en faveur du renforcement du mandat du Groupe de travail conjoint CGPM/CICTA sur les grands pélagiques. La Commission a examiné le projet de mandat révisé reproduit dans le document GFCM/XXIX/2005/8. Elle a demandé au Président de la CGPM de communiquer officiellement cette proposition à la CICTA pour examen et éventuellement approbation, avant que la CGPM ne l'adopte formellement.

### **Procédure relative à la sélection du Secrétaire exécutif adjoint**

56. La Commission a examiné la question de la sélection et de la nomination du Secrétaire exécutif adjoint, auxquelles s'appliquaient les procédures établies pour la sélection du personnel de la FAO affecté aux projets de terrain. Ces procédures prévoient l'examen des candidatures par un groupe de sélection de terrain présidé par le Sous-directeur général chargé du Département des pêches et composé de deux autres fonctionnaires principaux de l'Organisation, qui présente une liste de candidats qualifiés au Directeur général, pour nomination. S'agissant de la sélection du Secrétaire exécutif adjoint, le groupe de sélection comprendrait les présidents de la Commission, du Comité de l'aquaculture et du Comité scientifique consultatif, ainsi que le Secrétaire exécutif de la Commission. Le groupe de sélection pourra organiser des entretiens s'il le juge nécessaire ou utile. Il tiendra particulièrement compte du rôle de supervision et de l'opinion du Secrétaire exécutif lors de la formulation de la liste de candidats proposés.

57. La Commission a exprimé le souhait qu'une attention soit accordée à la question de la répartition géographique du personnel, au cours du processus de sélection du Secrétaire exécutif adjoint.

58. La Commission a approuvé le mandat du poste de Secrétaire exécutif adjoint et les qualifications requises, sous réserve de modifications qui pourraient être nécessaires afin de tenir compte de normes pertinentes de classement des postes établies par la Commission de la fonction publique internationale. Ce mandat est reproduit à l'Annexe F.

59. La Commission a noté que la FAO se chargerait de publier dès que possible l'avis de vacance de poste et de mener à bien le processus de sélection, étant toutefois entendu que le contrat ne serait établi qu'après réception des fonds nécessaires dans le budget autonome de la Commission.

### **Révision de dispositions particulières du Règlement intérieur**

60. La Commission a approuvé la suggestion présentée par le Secrétariat tendant à préparer un document détaillé contenant des propositions de révision du Règlement intérieur de la CGPM, qui lui serait soumis à sa prochaine session.

## **GESTION DES PÊCHES EN MÉDITERRANÉE**

### **Examen des recommandations de la septième session du Comité scientifique consultatif (CSC)**

61. Le Président du CSC a présenté, pour chacun des Sous-Comités, les recommandations et avis formulés par le Comité scientifique consultatif à sa septième session et s'est référé à ce sujet aux documents GFCM/XXIX/2005/6 et GFCM/XXIX/2005/Inf.6. S'agissant des travaux du SCSA, il a souligné qu'une très faible part seulement de l'ensemble des stocks et espèces relevant de la CGPM avait été évaluée.

62. La Commission a approuvé les avis fournis par le SCSA sur la gestion des ressources, ainsi que les suggestions formulées par les autres Sous-Comités, tels qu'ils figurent dans le rapport de la septième session du Comité.

63. La Commission s'est félicitée à nouveau de l'amélioration du travail effectué par le Comité, du point de vue tant de la qualité que de la quantité, et a remercié les scientifiques concernés. Plusieurs délégations ont souligné les efforts consentis pour formuler des avis intégrés tenant compte des diverses dimensions de la gestion des pêcheries concernées et a instamment invité le Comité à renforcer cette tendance.

64. La Commission a souligné qu'un plus grand nombre de stocks et de GSAs de la CGPM devrait être couvert, notamment les stocks partagés. Il a été reconnu qu'une meilleure couverture des sous-régions géographiques devrait être favorisée par le démarrage du projet EastMed.

65. Le délégué de la Croatie s'est déclaré préoccupé par certaines conclusions du CSC concernant les petits pélagiques de l'Adriatique, notamment les sardines, car selon les estimations de la Croatie, les captures de cette espèce pourraient ne pas dépasser 10 pour cent de la biomasse estimée. Il a suggéré que certaines mesures techniques de gestion tels que la protection des frayères et des juvéniles et le contrôle de la commercialisation de spécimen de petite taille, devraient être prises en considération avant d'établir des mesures portant directement sur l'effort de pêche. Il a aussi proposé que le CSC redouble d'efforts pour l'adoption de méthodologies harmonisées d'évaluation des stocks qui tiennent dûment compte de l'approche de précaution.

66. Le délégué de la CE a exprimé une vive préoccupation sur l'état des stocks de petits pélagiques de l'Adriatique Nord et Central et a noté que certains résultats d'analyses scientifiques obtenus avec le soutien du projet AdriaMed allaient dans le même sens. Il a appuyé la référence faite par la délégation croate de recourir plus systématiquement aux principes de précaution et a également souligné le besoin d'interprétation homogène des méthodes d'évaluation des stocks. Il a suggéré, et la Commission a décidé d'établir, un Groupe de travail permanent sur les méthodologies d'évaluation des stocks, afin notamment de certifier la qualité des méthodes utilisées.

67. A la suite d'une revue détaillée des avis scientifiques formulés par le CSC, et sur la base d'une proposition présentée par la Communauté européenne, la Commission a adopté, en se référant à l'Article V de l'Accord de la CGPM, la recommandation GFCM/2005/1 concernant la gestion de certaines pêches exploitant des espèces démersales et des espèces

vivant en eau profonde. Cette Recommandation contraignante est reproduite à l'Annexe G du présent rapport.

68. Le délégué de la CE a fait remarqué que compte tenu des avis scientifiques du CSC, il aurait été souhaitable de mettre plus d'emphasis sur un gel de l'effort de pêche au niveau actuel, et qu'il faudrait envisager d'adopter des mesures de gestion afférentes à la prochaine session de la Commission.

69. Le délégué du Maroc a informé la Commission du programme lancé dans son pays afin d'éliminer progressivement la pêche aux filets dérivants en Méditerranée.

70. A la suite d'une suggestion formulée par le délégué de Malte, la Commission a demandé au Secrétariat de préparer et de mettre à jour un recueil des recommandations de la CGPM, qu'elles soient ou non contraignantes, afin de permettre aux membres de mieux suivre la mise en œuvre des décisions et mesures de la CGPM.

71. Le Secrétaire exécutif d'ACCOBAMS a informé la Commission des Résolutions adoptées à la dernière session plénière des Parties à l'Accord, notamment celles relatives à l'utilisation des dispositifs acoustiques répulsifs et à la réduction des effets négatifs de l'impact des activités de pêche sur les cétacés. Elle a fait allusion aux modalités nécessaires à la mise en œuvre par les Parties à l'ACCOBAMS, de la Recommandation de la CICTA concernant les filets maillants dérivants et a exprimé le souhait qu'en 2005-2006, des projets conjoints, tel que portant sur l'étude et l'atténuation des impacts négatifs des prises accidentelles d'espèces protégées, soient mis en œuvre.

### **Recommandations de la CICTA concernant la Méditerranée**

72. La Commission, sur la base du document GFCM/XXIX/2005/Inf.10, a passé en revue les Recommandations et Résolutions ci-après adoptées par la CICTA en 2003 et 2004: [03-04], [03-10], [03-11], [03-21], [04-05], [04-06], [04-07], [04-10] et [04-12]. Elle a noté que la Recommandation [03-09] avait été remplacée par la [04-06] et a donc décidé de ne pas l'inclure dans son examen.

73. La Commission a adopté, avec référence à l'Article V de l'Accord de la CGPM, les Recommandations de la CICTA reproduites à l'Annexe G du présent rapport. S'agissant des membres de la CGPM qui sont membres de la CICTA, la Commission a en outre décidé que les recommandations adoptées par la CICTA en 2004 entreraient en vigueur le 15 juin 2005, c'est-à-dire à la date d'entrée en vigueur de ces recommandations pour les parties contractantes de la CICTA.

### **Pêche illicite, non déclarée et non réglementée en Méditerranée**

74. Le Secrétariat a présenté les principales conclusions et recommandations de l'Atelier de la CGPM sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) en Méditerranée, organisé en juin 2004 et qui figurent dans le rapport de l'Atelier (document GFCM/XXIX/2005/Inf.8). Les propositions concernant la prise en compte d'un élément INDNR dans le programme de travail de la Commission ont été mises en exergue. Elles incluaient l'adoption d'une approche graduelle aux niveaux national et régional tenant compte de considérations de coût efficacité ainsi que des spécificités des pêches méditerranéennes.

75. La Commission s'est félicitée du travail accompli par les participants à l'Atelier. Elle a estimé que ce travail représentait une base solide pour l'adoption de mesures de suivi conformes aux directives formulées par la CGPM à sa vingt-huitième session et aux objectifs mentionnés dans la déclaration de la Conférence ministérielle pour le développement durable des pêches en Méditerranée, tenue en novembre 2003.

76. Le délégué de la CE a présenté deux des six projets de proposition concernant la pêche INDNR, soumis par la Communauté européenne et les Etats membres de l'UE et mis à disposition de la Commission dans le document GFCM/XXIX/2005/Dma.9. Ils comprenaient: une proposition de Recommandation pour l'établissement d'un registre des navires de pêche de plus de 15 mètres autorisés à pêcher dans les zones relevant de la CGPM, et une proposition concernant des directives générales pour un éventuel schéma de contrôle de la CGPM. Le délégué français a noté que ces propositions s'inspiraient de mesures analogues adoptées par la CICTA.

77. Après examen du projet de Recommandation relatif à «L'établissement d'un registre des navires de pêche de plus de 15 mètres de long dans la zone couverte par la CGPM», la Commission l'a adoptée, en tant que Recommandation CGPM/2005/2, contraignante au titre de l'article V de l'Accord portant création de la CGPM. Cependant, les délégués de l'Algérie, de l'Egypte et de la Libye ont exprimé le souhait d'étudier la Recommandation plus en détail et ont invoqué la possibilité de recourir à la procédure d'objection prévue à l'article V (3) de l'Accord portant création de la CGPM. La Recommandation figure à l'Annexe G du présent rapport.

78. Certaines délégations ont souligné le besoin de cohérence entre le registre de la CGPM et celui de la CICTA concernant les navires de plus de 24 mètres de long.

79. La Commission a également adopté, au titre de l'article III (h) de l'Accord portant création de la CGPM, la proposition concernant des directives générales relatives à un mécanisme CGPM de contrôle. Celles-ci sont jointes à l'Annexe H du présent rapport.

80. De plus, la Commission a instamment invité ses membres à définir des plans d'action nationaux concernant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et de les adopter.

81. La Commission a convenu que les membres resteraient saisis des quatre autres propositions soumises par la Communauté européenne afin que les autorités nationales compétentes puissent les analyser plus en détail et que la CGPM les examine lors de sa prochaine session plénière. Ces propositions concernent les éléments suivants: i) Etablissement d'une liste des navires pratiquant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (liste noire); ii) Critères régissant l'octroi du statut de partie non contractante coopérante; iii) Mandat relatif à la création d'un Comité CGPM chargé de veiller au respect des règles; iv) Politiques et procédures relatives à la confidentialité des données.

82. La Commission a également invité le projet MedFisis à accorder la priorité à l'établissement du registre des navires (liste blanche), sous la supervision étroite du Secrétaire exécutif.

### **Examen des recommandations formulées par le Comité de l'aquaculture à sa quatrième session**

83. Le Secrétaire technique du Comité de l'aquaculture a présenté les principales conclusions et recommandations formulées par le Comité à sa quatrième session, tel que reproduites dans le document GFCM/XXIX/2005/6. Il a rappelé que nombre de ces conclusions et recommandations découlaient des résultats de la Réunion d'experts sur l'évaluation externe du Comité de l'aquaculture et des réseaux connexes. Parmi celles-ci figuraient: l'identification des principales faiblesses du Comité, en particulier en relation avec sa structure actuelle (en vertu de laquelle les activités des réseaux sont pour l'instant tributaires des contributions de la FAO, du CIHEAM et du Gouvernement tunisien), l'absence de mandat précis, aussi bien pour le Comité que pour les réseaux, et la modicité des intrants fournis par les membres participant au SIPAM.

84. Il a également été rappelé que le Comité de l'aquaculture avait approuvé une série de propositions pour chacun des réseaux. Il avait été souligné qu'un mandat institutionnel devrait être confié aux coordonnateurs nationaux du SIPAM, qui devraient disposer de moyens appropriés, à l'échelle nationale, afin de mener à bien leurs activités. Le recrutement, dans les meilleurs délais, d'un fonctionnaire chargé de l'information et des communications dans le cadre du SIPAM avait également été souligné. De plus, il avait été recommandé que le TECAM et le SELAM mettent davantage l'accent sur l'analyse de questions d'intérêt régional. Pour ce faire, il pourrait être nécessaire de mobiliser des financements supplémentaires, afin d'augmenter les ressources limitées apportées par le CIHEAM et le Département des pêches de la FAO, et de faire appel aux institutions nationales oeuvrant dans le domaine de l'aquaculture. Il a été également rappelé que, lors de sa session extraordinaire, la Commission avait recommandé le rétablissement de l'EAM (Réseau sur l'environnement et l'aquaculture en Méditerranée), à titre de mesure prioritaire.

85. Il a été noté que, suite à l'examen de la proposition révisée de projet régional relatif à l'aquaculture, le Comité avait souligné qu'en raison des différences de priorités dans la région, il était difficile d'approuver un projet unique susceptible d'être accepté par l'ensemble des membres et d'intéresser des donateurs. A cet égard, le Comité avait recommandé de scinder les priorités définies dans la proposition de projet, en établissant une distinction entre les questions d'intérêt régional et celles n'intéressant qu'une sous-région donnée. Le Comité avait également ciblé d'autres questions prioritaires d'intérêt régional et sous-régional.

86. La Commission a approuvé les recommandations du Comité de l'aquaculture.

87. Lors des débats qui ont suivi, l'observateur du CIHEAM s'est félicité à nouveau de la collaboration établie avec la CGPM par l'intermédiaire du TECAM et du SELAM. Il a rappelé à la Commission que depuis 1995, le CIHEAM avait organisé de nombreuses activités de formation et s'était chargé de la publication et de la diffusion de documents techniques et de rapports. En ce qui concerne la FAO, la collaboration portait principalement sur la fourniture d'intrants techniques et la participation aux activités des deux réseaux, même s'il convenait de souligner que cette contribution s'était considérablement ralentie ces dernières années. A cet égard, l'observateur a fait valoir que le mode opératoire des réseaux, y compris le financement de leurs activités, devait être précisé à la lumière des nouvelles modalités de fonctionnement de la CGPM. La Commission a approuvé la proposition selon laquelle il convenait que le Secrétariat de la CGPM et le CIHEAM, en sa qualité de Coordonnateur du

TECAM et du SELAM, étudient la question et proposent des solutions alternatives sur la manière dont la collaboration future pourrait être judicieusement structurée.

88. Le Coordonnateur régional du SIPAM a fait état de la session extraordinaire, lors de laquelle des fonds avaient été alloués au réseau SIPAM pour des activités prévues en 2005. Il a invité le Département des pêches de la FAO à contribuer, le cas échéant, en consentant une avance, dans l'attente de la pleine application du budget autonome, en particulier pour organiser la session annuelle du SIPAM le plus tôt possible. Il a également invité les Etats membres qui participent au SIPAM de confirmer la nomination de leur coordonnateur national ou de proposer de nouveaux noms, conformément au mandat approuvé par la Commission.

## **PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE INTERSESSIONS 2005-2006**

### **Programme de travail du Comité scientifique consultatif (CSC)**

89. Le Président du CSC a présenté le programme de travail adopté par le Comité à sa septième session sur la base du document GFCM/XXIX/2005/7. Il a rappelé que les activités ciblées étaient conformes au Cadre de référence relatif au mandat du Comité (2003-2004) établi par la Commission à sa vingt-septième session, et actualisé à sa vingt-huitième session. Il a souligné que le programme 2005 aurait pour principal objectif de mener à terme, renforcer ou élargir la plupart des activités en cours au sein de chacun des organes subsidiaires du CSC.

90. En ce qui concerne la réunion du Groupe de travail permanent sur les méthodologies d'évaluation des stocks, la Commission est convenue qu'elle devrait inclure l'Atelier sur les méthodes d'évaluation des stocks de la mer Noire, également envisagé. La Commission a demandé, en outre, que l'atelier transversal du SCSi sur le cadre et les bases de données statistiques de la CGPM se tienne immédiatement avant ou après les réunions des Sous-Comités et a invité les organes subsidiaires du CSC à examiner les progrès accomplis dans l'établissement du registre des navires pendant l'atelier transversal. La Commission a également reconnu la nécessité d'identifier des mesures techniques pour la gestion des pêcheries d'espadon et a recommandé que les membres s'emploient en priorité à recueillir toutes les données disponibles sur les pêches et sur la biologie de cette espèce.

91. Le Président du CSC a fait observer que, vu la quantité d'activités prévues, il conviendrait d'organiser les réunions des Sous-Comités du CSC, fin 2005.

92. La Commission s'est félicitée de la proposition du délégué marocain d'accueillir l'Atelier transversal du SCSi sur la mesure de l'effort de pêche et l'offre du délégué tunisien d'accueillir l'Atelier transversal du SCMEF sur l'approche écosystémique des pêches.

93. La Commission a noté que les activités proposées dans le document GFCM/XXIX/2005/7 reflétaient les besoins et les priorités identifiés par le CSC et ses Sous-Comités, ainsi que par le CAQ et ses réseaux. La Commission a approuvé ces propositions et souligné toutefois qu'elles devraient être compatibles avec les prévisions de dépenses relevant du budget autonome ou bénéficier de ressources financières supplémentaires provenant d'autres sources.

94. En vue de limiter les dépenses, le délégué de la CE a suggéré qu'il conviendrait d'envisager de tenir certaines réunions au nouveau siège de la Commission.

95. La Commission a approuvé le programme de travail proposé pour le CSC et ses Sous-Comités et a programmé les réunions suivantes en conséquence.

Réunions du Comité	Budget	Date/lieu
Huitième session du CSC	BA <sup>2</sup>	octobre/AD <sup>3</sup>
Réunions des Sous-Comités du CSC, y compris des Groupes de travail du SCSA sur les espèces démersales et les espèces de petits pélagiques	BA	septembre/AD
Atelier transversal SCSI sur le cadre et les bases de données statistiques de la CGPM et sur la liste blanche INDNR	BA	AD/AD
Troisième réunion du Groupe de travail conjoint CGPM/CICTA sur l'élevage durable du thon	FAO	16-18 mars/Rome, Italie
Atelier transversal SCSI sur la mesure de l'effort de pêche	BA	mai/Tanger, Maroc
Groupe de travail transversal SCSI sur les unités opérationnelles	BA	AD/AD
Atelier SCSA sur la sélectivité des engins de pêches	France	9-11 février/Sète, France
Groupe de travail permanent SCSA sur les méthodes d'évaluation des stocks, y compris Atelier sur les évaluations dans la mer Noire	AD	AD/AD
Atelier transversal SCMEET sur l'approche écosystémique des pêches	AD	AD/Tunisie

### Programme de travail du Comité de l'aquaculture

96. Au nom du Président du Comité de l'aquaculture, le Secrétaire technique a présenté les principales activités prévues dans le programme de travail du Comité et de ses réseaux pour 2005 et 2006, en rappelant qu'elles avaient déjà été examinées par la Commission à sa session extraordinaire.

97. La Commission a été informée de la démission de M. J.P Blancheton en tant que Président du Comité.

98. Le délégué français a confirmé que le premier atelier sur les bio-indicateurs pour une aquaculture durable serait accueilli et organisé comme prévu par l'IFREMER. La deuxième réunion serait ensuite accueillie et organisée avec l'appui de l'Italie.

99. La Commission s'est félicitée de la confirmation de l'offre du délégué de la Croatie, qui avait proposé que la réunion annuelle du SIPAM se tienne à Split. La Commission a recommandé que la réunion d'experts pour le rétablissement du réseau EAM se tienne dès que les fonds alloués à cet effet seraient dégagés.

100. La Commission a noté que le cours de perfectionnement TECAM sur «La conception et la gestion des écloseries de mollusques bivalves» avait été organisé avant sa vingt-

<sup>2</sup> BA= budget autonome.

<sup>3</sup> AD = à déterminer.

neuvième session et que plusieurs autres cours relevant du TECAM et du SELAM qui devraient être organisés par le CIHEAM nécessitaient encore de trouver des financements.

101. La Commission a confirmé qu'elle approuvait les activités proposées par le Comité de l'aquaculture et le calendrier ci-après des réunions prévues à l'appui du programme de travail du Comité.

Réunions du Comité	Budget	Date/lieu
Premier atelier sur les bio-indicateurs de l'aquaculture durable	France	2005/Montpellier/France
Deuxième atelier sur les bio-indicateurs de l'aquaculture durable	Italie	2006/Italie
Troisième Groupe de travail mixte CGPM/CICTA sur l'élevage du thon rouge en Méditerranée	FAO	16–18 mars 2005/Rome, Italie
Atelier sur la gestion des lagunes côtières et son interaction avec les pêches artisanales	Italie	AD/Italie
Réunion d'experts en vue du rétablissement du réseau EAM	BA	2005/AD
Cinquième session du Comité de l'aquaculture	BA/Espagne	mi-2006/Madrid, Espagne

Réunions du SIPAM	Budget	Date/lieu
Réunion annuelle du SIPAM	BA	juin 2005/Split, Croatie
Réunion conjointe SIPAM/SELAM sur l'analyse des marchés du loup et de la daurade	BA	AD/AD

Activités du TECAM et du SELAM	Budget	Date/lieu
Quatrième réunion du Comité de coordination des réseaux TECAM et SELAM	CIHEAM	AD/Saragosse, Espagne
Cours de perfectionnement du TECAM sur «La conception et la gestion des éclosiers de mollusques bivalves»	CIHEAM/FAO	14-19 février 2005/Saragosse, Espagne
Cours du TECAM sur «L'utilisation des systèmes d'information géographique pour les pêches et l'aquaculture»	CIHEAM	13-24 juin 2005/Saragosse, Espagne
Cours de perfectionnement du TECAM sur «La macro- et la microproduction aquacole d'algues»	AD	AD/AD
Cours de perfectionnement du TECAM sur «Les méthodes d'évaluation de l'impact sur l'environnement des entreprises aquacoles en Méditerranée»	AD	AD/AD
Mise à jour de «L'enquête sur les laboratoires de diagnostic pour l'aquaculture en Méditerranée»	AD	AD/AD



## **AUTRES QUESTIONS**

102. Le Secrétaire exécutif a informé la Commission des progrès réalisés dans la préparation du «Programme régional pour l'amélioration de l'aménagement des pêches en Méditerranée orientale» (EastMed). Le délégué de la Grèce a confirmé que son gouvernement cofinancerait le projet EastMed et se proposait d'en accueillir le siège à Athènes.

103. Le Président de MEDISAMAK a remercié la Commission d'avoir octroyé à son organisation le statut d'observateur auprès de la CGPM. Il a assuré les membres que l'Association ferait tout son possible pour promouvoir des pêches responsables en Méditerranée grâce à sa coopération et à son partenariat avec la Commission. Les délégations se sont félicitées de la participation du secteur des pêches aux travaux de la CGPM par l'intermédiaire de l'Association.

104. La Commission a rendu hommage à M. R. Roblès et à M. S. Coppola, à l'occasion de leur départ à la retraite, en les remerciant de leur contribution décisive aux projets régionaux en cours et en particulier aux projets CopeMed et MedFisis. Elle a exprimé l'espoir qu'ils puissent continuer à collaborer avec la CGPM et à participer à ses travaux.

105. Le délégué de l'Italie a exprimé sa gratitude envers la FAO pour l'utilisation d'un économiste, recruté à travers le Programme des visiteurs scientifiques de la FAO, suite à la demande faite par la Commission à sa session extraordinaire d'envisager la mise à disposition auprès du Secrétariat des services d'experts. Il a invité la FAO à continuer à utiliser un tel Programme pour entreprendre des analyses de tendances sur les pêches et l'aquaculture en Méditerranée comme suggéré par le CSC et le CAQ.

## **DATE ET LIEU DE LA TRENTIÈME SESSION**

106. La Commission a décidé de tenir sa trentième session en janvier 2006. Elle s'est félicitée de l'offre de la Turquie d'accueillir cette session, sous réserve de confirmation par les autorités nationales compétentes. La date et le lieu exacts de la session seraient décidés en temps opportun.

## **ADOPTION DU RAPPORT**

107. Le rapport a été adopté le vendredi 25 février 2005.

**ANNEXE A****Ordre du jour**

- 1. Ouverture de la session**
- 2. Adoption de l'ordre du jour et organisation de la session**
- 3. Siège de la Commission**
- 4. Sélection du Secrétaire exécutif**
- 5. Mise en œuvre des recommandations de la vingt-huitième session et de la session extraordinaire de la CGPM**
- 6. Questions relatives à la mise en œuvre du budget autonome**
  - Situation en ce qui concerne la ratification de l'amendement à l'Accord portant création de la CGPM
  - Situation en ce qui concerne les contributions des membres au budget autonome et questions connexes
- 7. Activités intersessions 2003-2004**
  - Rapport sur les activités du Comité scientifique consultatif (CSC)
  - Rapport sur les activités du Comité de l'aquaculture (CAQ)
  - Autres activités intersessions
- 8. Questions liées au fonctionnement de la Commission**
  - Procédure relative à la désignation du Secrétaire exécutif adjoint
  - Questions institutionnelles, pratiques et juridiques (examen du statut de certains organes subsidiaires et amendements au Règlement intérieur)
- 9. Gestion des pêches méditerranéennes**
  - Examen des recommandations de la septième session du Comité scientifique consultatif
  - Examen des recommandations de la quatrième session du Comité de l'aquaculture
  - Examen des recommandations de la CICTA concernant la Méditerranée
  - Examen des recommandations de l'atelier sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) en Méditerranée
- 10. Programme de travail pour la période intersessions 2005-2006**
- 11. Autres questions**
- 12. Date et lieu de la trentième session**
- 13. Adoption du rapport**

**ANNEXE B****Liste des participants****MEMBRES DE LA CGPM****ALBANIE**

Sali METANI  
 Directeur relations extérieures  
 Ministry of Agriculture and Food  
 Bld Deshmoret e Kombit 4  
 Tirana

Roland KRISTO  
 Director  
 Fisheries Directorate  
 Ministry of Agriculture and Food  
 Bld Deshmoret e Kombit 4  
 Tirana  
 Tél./Fax: +355 4228621  
 E-mail: [RolandKristo@dfishery.gov.al](mailto:RolandKristo@dfishery.gov.al)

Mimoza COBANI (Ms)  
 Head of Unit Inspectorate  
 Fishery Directorate  
 Ministry of Agriculture and Alimentation  
 Bld Deshmoret e Kombit 4  
 Tirana  
 Tel/Fax : +355 4222882  
 E-mail: [inspeshkimit@dfishery.gov.al](mailto:inspeshkimit@dfishery.gov.al)

**ALGÉRIE**

Mokhtar REGUIEG  
 Représentant Permanent auprès de la FAO  
 Via Barnaba Oriani 26  
 00197 Rome, Italy  
 Tél.: +39 06 80 68-76 20, 06 8084141  
 Fax: +39 06 808-3436  
 E-mail: [ambalgerie@hotmail.com](mailto:ambalgerie@hotmail.com)

Mohamed Saleh SMATI  
 Chargé d'études et de synthèses  
 Ministère de la pêche et des ressources  
 halieutiques  
 Rue des Quatre Canons  
 Alger  
 Tél.: +213 21433942  
 Fax: +213 21433169  
 E-mail: [salahsmati@hotmail.com](mailto:salahsmati@hotmail.com)

Nasreddine RIMOUCHE  
 Représentant adjoint auprès de la FAO  
 Via Barnaba Oriani 26  
 00197 Rome, Italy  
 Tél.: +39 06 80 68-76 20, +39 06 808-4141  
 Fax: +39 06 808-3436  
 E-mail: [ambalgerie@hotmail.com](mailto:ambalgerie@hotmail.com)

**BULGARIE**

Anton DOTCHEV  
 National Agency of Fisheries and Aquaculture  
 Head of the International Relations  
 Department  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Sofia  
 E-mail: [a.dotchev@nafa-bg.org](mailto:a.dotchev@nafa-bg.org)

Erman ZANKOV  
 National Agency of Fisheries and  
 Aquaculture  
 Sofia

**CHYPRE**

Gabriel P. GABRIELIDES  
 Director  
 Department of Fisheries and Marine Research  
 Ministry of Agriculture, Natural Resources  
 and Environment  
 Aeolou 13  
 Nicosia 1416  
 Fax: +357 22781226  
 E-mail: [ggabriel@cytanet.com.cy](mailto:ggabriel@cytanet.com.cy)

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE –  
ORGANISATION MEMBRE**

Cesar DEBEN-ALFONSO  
 Director  
 Directorate General for Fisheries  
 and Maritime Affairs  
 Rue Joseph II 99  
 B-1040 Brussels, Belgium

Roberto CESARI  
 Administrator  
 Directorate General for Fisheries and  
 Maritime Affairs  
 DG FISH/B2  
 Rue Joseph II, 99  
 B-1040 Brussels, Belgium  
 Tél.: +32 2 2994276  
 Fax: +32 2 2955700  
 E-mail: [roberto.cesari@cec.eu.int](mailto:roberto.cesari@cec.eu.int)

Valerie LAINE (Ms)  
 Administrateur principal  
 Directorate General for Fisheries  
 and Maritime Affairs  
 Unit B-2 "International and Regional  
 Arrangements"  
 Rue Joseph II, 99  
 B-1040 Brussels, Belgium  
 Tél.: +32 22965341  
 Fax: +32 22955700  
 E-mail: [Valerie.laine@cec.eu.int](mailto:Valerie.laine@cec.eu.int)

Franco BIAGI  
 Principal Administrator  
 Directorate General for Fisheries  
 and Maritime Affairs  
 Rue Joseph II, 99  
 B-1040 Brussels, Belgium  
 Tél.: +32 2 2994104  
 Fax: +32 2 2994802  
 E-mail: [franco.biagi@cec.eu.int](mailto:franco.biagi@cec.eu.int)

Maryse COUTSOURADIS (Ms)  
 EC Delegation to FAO and UN  
 Organizations  
 Via IV Novembre, 149  
 00187 Rome, Italy  
 Tél.: +39 06 69999316  
 Fax: +39 06 6797830  
 E-mail: [DelegationEC-UN-Rome@cec.eu.int](mailto:DelegationEC-UN-Rome@cec.eu.int)

Ewald WERMUTH  
 Luxembourg Netherland Presidency  
 Ministry of Agriculture, Nature and  
 Food Quality  
 The Hague, Netherlands  
 E-mail: [rof@minbuza.nl](mailto:rof@minbuza.nl)

Reinder SCHAAP  
 Counsellor for External Fisheries Policy  
 Ministry of Agriculture, Nature and  
 Food Quality  
 The Hague, Netherlands

Leni RIKKONEN (Ms)  
 Principal Administrator  
 Council of the European Union  
 DG B III-Fisheries  
 175 Rue de la Loi  
 1048 Brussels, Belgium  
 Tél.: +32 2 2858723  
 Fax: +32 2 2856031  
 E-mail: [Leni.Rikkonen@consilium.eu.int](mailto:Leni.Rikkonen@consilium.eu.int)

Karin LINDERHOLM (Ms)  
 Senior Officer  
 National Board of Fisheries  
 Box 423  
 40126 Goteborg, Sweden

## **CROATIE**

Ivan KATAVIC  
 Assistant Minister  
 Directorate of Fisheries  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Water  
 Management  
 Ulica grada Vukovara 78  
 10000 Zagreb  
 E-mail: [ivan.katavic@mps.hr](mailto:ivan.katavic@mps.hr)  
 Tél.: +385 1 6106 577  
 Fax: +385 1 6106 558

Neda SKAKELJA (Ms.)  
 Head of Division  
 Directorate of Fisheries  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Water  
 Management  
 Ulica grada Vukovara 78  
 10000 Zagreb  
 Tél.: +385 1 6106 520  
 Fax: +385 1 6106 558  
 E-mail: [nedica@mps.hr](mailto:nedica@mps.hr);  
[nedica@email.htnet.hr](mailto:nedica@email.htnet.hr)

## **ÉGYPTE**

Helmy BEDIR  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Arab Republic of Egypt  
 Via Salaria, 267  
 00199 Rome, Italy  
 Tél.: +39 06 8548956  
 Fax: +39 06 8542603  
 E-mail: [agarioff.egypt@mclink.it](mailto:agarioff.egypt@mclink.it)

Maryam Ahmed Moustafa MOUSSA (Ms)  
Minister Plenipotentiary  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Embassy of the Arab Republic of Egypt  
Via Salaria, 267  
00199 Rome, Italy  
Tél.: +39 06 8548956  
Fax: +39 06 8542603  
E-mail: [agrioff.egypt@mclink.it](mailto:agrioff.egypt@mclink.it)

Yasser SOROUR  
Second Secretary  
Embassy of the Arab Republic of Egypt  
Via Salaria, 267  
00199 Rome, Italy  
Tél.: +39 06584856  
Fax: +39 068542603  
E-mail: [agrioff.egypt@mclink.it](mailto:agrioff.egypt@mclink.it)

## ESPAGNE

Fernando CURCIO RUIGÓMEZ  
Director General de Recursos Pesqueros  
José Ortega y Gasset, 57  
28006 Madrid  
Tél.: +34 9134 76034  
Fax: +34 9134 47 6032  
E-mail: [fcurcior@mapya.es](mailto:fcurcior@mapya.es)

Ernesto RÍOS  
Representante Permanente Adjunto  
ante la FAO  
Embajada de España  
Largo dei Lombardi 21  
00186 Rome, Italy

José Manuel SÁNCHEZ MORÁ  
Subdirector General de Caladero Nacional  
José Ortega y Gasset, 57  
28006 Madrid  
Tél.: +34 9134 76044  
Fax: +34 9134 47 6046  
E-mail: [jmsanche@mapya.es](mailto:jmsanche@mapya.es)

Javier GONZÁLEZ HERRANZ  
Jefe del Departamento de Medio Marino de  
TRAGSATEC  
José Ortega y Gasset, 57  
28006 Madrid  
Tél.: +34 9134 76198  
Fax: +34 9134 47 6063  
E-mail: [jgh@servipes.net](mailto:jgh@servipes.net)

José Enrique RODRÍGUEZ MOHEDANO  
Informático de TRAGSATEC  
José Ortega y Gasset, 57  
28006 Madrid  
Tél.: +34 9134 76795  
Fax: +34 9134 47 6063  
E-mail: [kike@servipes.net](mailto:kike@servipes.net)

Diego AGUADO GARCÍA  
Journaliste  
Ministerio Agricultura y Pesca  
Via Ortega y Gasset, 57  
Madrid

Sonia GARCÍA VACA (Ms)  
Técnico Informático  
Ministerio de Agricultura y Pesca  
Via Ortega y Gasset, 57  
Madrid

## FRANCE

Xavier VANT  
Chargé de mission pour les affaires  
internationales  
Département des pêches maritimes  
et aquaculture  
Ministère de l'agriculture, de l'alimentation,  
de la pêche et des affaires rurales  
3 Place de Fontenoy  
75007 Paris  
Tél.: +33 1 49558236  
Fax: +33 1 49558200  
E-mail: [xavier.vant@agriculture.gouv.fr](mailto:xavier.vant@agriculture.gouv.fr)

Philippe LEMERCIER  
Directeur, Affaires internationales  
Institut français de recherche pour  
l'exploitation de la mer (IFREMER)  
155, rue Jean-Jacques Rousseau  
F-92128 Issy-les-Moulineaux  
Tél.: +33-1-46482229  
Fax: +33-1-46482188  
E-mail: [philippe.lemercier@ifremer.fr](mailto:philippe.lemercier@ifremer.fr)

Joseph SALOU  
Président Comité local des pêches de Sète  
SA.TH.O.AN  
CAP St Louis  
34200 Sète

**GRÈCE**

Constantina KARLOU-RIGA (Ms)  
Fishery Laboratory  
Ministry of Rural Development and Food  
Kareoli and Demetriou 15  
18531 Piraeus  
E-mail: [fishres@otenet.gr](mailto:fishres@otenet.gr)  
[a381uo79@moniotgric.gr](mailto:a381uo79@moniotgric.gr)

Emmanuel MANOUSSAKIS  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Viale G. Rossini 4  
00198 Rome, Italy  
Tél.: +39 06 8537551  
Fax: +39 06 85375503  
E-mail: [gremroma@tin.it](mailto:gremroma@tin.it)

Marina HONDROPOULOU (Ms)  
Minister Counselor  
Ministry of Foreign Affairs  
Zalokosta street 1  
10027 Athens  
Tél.: +30 2103683118  
Fax: +30 2103683128  
E-mail: [604@mfa.gr](mailto:604@mfa.gr)

**ISRAËL**

Ehud GOL  
Permanent Representative to FAO  
Embassy of the State of Israel  
Via Michele Mercati 14  
00197 Rome, Italy  
Tél.: +39 06 36198500/7  
Fax: +39 0636198615/55  
E-mail: [economico@roma.mfa.gov.il](mailto:economico@roma.mfa.gov.il)

Mordehay RODGOLD  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Embassy of the State of Israel  
Via Michele Mercati 14  
00197 Rome, Italy  
Tél.: +39 06 36198500/7  
Fax: +39 0636198615/55  
E-mail : [economico@roma.mfa.gov.il](mailto:economico@roma.mfa.gov.il)

Elena PIANI (Ms)  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Embassy of the State of Israel  
Via Michele Mercati 14  
00197 Rome, Italy  
Tél.: +39 06 36198500/7  
Fax: +39 0636198615/55  
E-mail : [economico@roma.mfa.gov.il](mailto:economico@roma.mfa.gov.il)

**ITALIE**

Paolo DUCCI  
Coordinatore FAO/FAD/PAM  
Ministero degli Affari Esteri  
Piazzale della Farnesina 1  
Rome  
Tél.: +39 0636915991  
Fax: +39 0636913660  
E-mail : [paolo.ducci@esteri.it](mailto:paolo.ducci@esteri.it)

Riccardo RIGILLO  
Dirigente  
Direzione Generale della Pesca e  
dell'Acquacoltura  
Ministero per le Politiche Agricole e  
Forestali  
Viale dell'Arte 16  
00144 Rome  
Tél.: +39 0659084746  
Fax: +39 0659084176  
E-mail: [r.rigillo@policheagricole.it](mailto:r.rigillo@policheagricole.it)

Pasquale GIANNELLA  
Capo di Divisione  
Ministero per le Politiche Agricole  
Viale dell'Arte 16  
00144 Rome  
Tél.: +39 0659084749  
Fax: +39 0659084749  
E-mail: [giannella@policheagricole.it](mailto:giannella@policheagricole.it)

Stefano CATAUDELLA  
Università Tor Vergata  
Via Orazio Raimondo, 8  
00173 Rome  
Tél.: +39 0672595954  
Fax: +39062026189  
E-mail: [stefano.cataudela@uniroma2.it](mailto:stefano.cataudela@uniroma2.it)

Corrado PICCINETTI  
Presidente SAC  
Laboratorio di Biologia Marina Pesca  
Viale Adriatico 1/N  
61032 Fano  
E-mail: [cpiccinetti@mobilia.it](mailto:cpiccinetti@mobilia.it)

Marco Maria GIACHETTA  
Via E. De Cavalieri, 7  
00198 Rome, Italy  
Tél.: +39 06 852081  
Fax: +39 06853 52992  
E-mail : [marco.giachetta@federpesca.it](mailto:marco.giachetta@federpesca.it)

Giorgio FEDELI  
Consulente  
DGCE Coordinamento FAO  
Ministero degli Affari Esteri  
Rome

Jonathan DEL FORNO  
Consulente  
DGCE Coordinamento FAO  
Ministero degli Affari Esteri  
Rome

Lavinia MONTI (Ms)  
Funzionario  
DGCS  
Ministero degli Affari Esteri  
Rome

Daniele ROSATI  
Consulente IAO  
DGCE Coordinamento FAO  
Ministero degli Affari Esteri  
Rome

Elisabetta SCIALANCA (Ms)  
Consulente IAO  
DGCE Coordinamento FAO  
Ministero degli Affari Esteri  
Rome

Rosa CAGGIANO (Ms)  
Direzione Generale per la Pesca e  
l'Acquacoltura  
Ministero delle Politiche Agricole e  
Forestali  
Viale dell'Arte 16  
00144 Rome  
Tél.: +39 0659084493  
Fax: +39 0659084176  
[r.caggiano@politicheagricole.it](mailto:r.caggiano@politicheagricole.it)

## **JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE**

Nureddin M. ESARBOUT  
Director General  
Marine Biology Research Center  
National Authority for Marine Investment  
P.O Box 30830 Tajura, Tripoli  
Tél.: +218 213690001/3  
Fax: +218 21 369 0002  
E-mail: [esarbout@mbrc-ly.org](mailto:esarbout@mbrc-ly.org)

Hagi Ali DHAN  
The General People's Committee for  
Foreign Affairs and International  
Cooperation  
Tripoli  
Tél.: +218 213400482  
Fax: +218 2134000425

Atig DRAWIL-HUNI  
Scientific Advisor  
National Authority for Marine Investment  
Tripoli  
Tél.: +218 213690001  
Fax: +218 213690002  
E-mail: [atigdrawil@yahoo.co.uk](mailto:atigdrawil@yahoo.co.uk)

Seraj Addin ESSA  
Permanent Representative to FAO  
Via Nomentana 365  
00162 Rome, Italy  
Tél.: +39 06 8603880  
Fax: +39 06 8603880  
E-mail: [faoprlby@tin.it](mailto:faoprlby@tin.it)

## **JAPON**

Miwako TAKASE (Ms)  
Deputy Director  
International Affairs Division  
Fisheries Agency  
1-2-1 Kasumigaseki  
Chiyoda-ku  
100-8907 Tokyo  
Tél.: +81 335911086  
Fax: +81 335020571

Hideo INOMATA  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Embassy of Japan  
Via Quintino Sella 60  
00187 Rome, Italy  
Tél.: +39 0648799410  
Fax: +39 064885109  
E-mail: [fao.embjapan@flashnet.it](mailto:fao.embjapan@flashnet.it)

**LIBAN**

Hassané ABI AKAR  
 Conseiller  
 Ambassade de la République libanaise  
 Via Giacomo Carissimi, 38  
 00198 Rome, Italy  
 Tél.: +39 068537211  
 Fax: +39 068411794  
 E-mail: [liban@tiscalinet.it](mailto:liban@tiscalinet.it)

**MALTE**

Abraham BORG  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Via dei Somaschi 1  
 00186 Rome, Italy  
 Tél.: +39 06 6879990/47, +39 06 6877629  
 Fax: +39 06 6892687  
 E-mail : [malta-un.rome@gov.mt](mailto:malta-un.rome@gov.mt)

Philip VON BROCKDORFF  
 Permanent Secretary  
 Ministry for Rural Affairs and the  
 Environment  
 Barriera Wharf  
 Valetta  
 Tél.: +356 21239436  
 Fax: +356 21248602

Anthony GRUPPETTA  
 Director General  
 Fisheries, Conservation and Control  
 Division  
 Ministry for Rural Affairs and the  
 Environment  
 Torri San Lucjan  
 M'Xlokk  
 Tél.: +356 21655525/21651898  
 Fax: +356 21659330  
 E-mail: [Anthony.s.gruppette@magnet.mt](mailto:Anthony.s.gruppette@magnet.mt)

Matthew CAMILLERI  
 Head  
 Malta Centre for Fisheries Sciences  
 Ministry for Rural Affairs and the  
 Environment  
 Fort San Lucjan  
 M'Xlokk  
 Tél.: +356 21 650933  
 Fax: +356 21 659 380  
 E-mail: [matthew.camilleri@gov.mt](mailto:matthew.camilleri@gov.mt)

Paul FENECH GONZI  
 Director  
 Programme Implementation  
 Department  
 Ministry for Rural Affairs and the  
 Environment  
 Fort San Lucjan  
 M'Xlokk

Pierre HILI  
 Alternate Permanent Representative to FAO  
 Via dei Somaschi 1  
 00186 Rome, Italy  
 Tél.: +39 06 6879990/47, +39 06 6877629  
 Fax: +39 06 6892687  
 E-mail : [pierre.p.hili@gov.mt](mailto:pierre.p.hili@gov.mt)

**MAROC**

Abdellatif BERRAHO  
 Directeur général  
 Institut national de recherche halieutique  
 2, rue de Tiznit  
 Casablanca  
 Tél.: +212 22 297329  
 Fax: +212 22 266965  
 E-mail: [berraho@inrh.org.ma](mailto:berraho@inrh.org.ma)

Abdellah SROUR  
 Directeur du Centre régional INRH à Tanger  
 Institut national de recherche halieutique  
 (INRH)  
 B.P. 5268 Dradeb  
 Tanger  
 Tél.: +212 39325134  
 Fax: +212 39325139  
 E-mail: [a.srou@menara.ma](mailto:a.srou@menara.ma)

Majida MAAROUF (Ms)  
 Chef  
 Service de l'aménagement et de la gestion  
 des pêcheries  
 Ministère de l'agriculture, du développement  
 rural et des pêches maritimes  
 Rabat  
 Tél.: +212 37 688118  
 Fax: +212 37 688089  
 E-mail: [maarouf@mpm.gov.ma](mailto:maarouf@mpm.gov.ma)



Nouridine HAMDANI  
 Chef de Division  
 Département des pêches maritimes  
 Ministère de l'agriculture, du développement  
 rural et des pêches maritimes  
 Rabat  
 Tél.: +212 37 688219  
 Fax : +212 37688313  
 E-mail: [elhamdani@mpm.gov.ma](mailto:elhamdani@mpm.gov.ma)

Ahmed FAOUZI  
 Représentant permanent adjoint auprès de  
 la FAO  
 Ambassade du Royaume du Maroc  
 Via L. Sallauzaoui 10  
 00161 Rome, Italy  
 Tél.: +39 06 4402524  
 Fax: +39 064402695

## **MONACO**

Christophe CROVETTO  
 Rédacteur  
 Délégation à l'environnement international  
 et méditerranéen  
 Département des relations extérieures  
 MC 98000 Monaco  
 Tél.: +377 93 15 8132  
 Fax: +377 9350 9591  
 E-mail: [ccrovetto@gouv.mc](mailto:ccrovetto@gouv.mc)

## **RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**

Hanadi KABOUR  
 Third Secretary  
 Alternate Representative to FAO  
 Embassy of the Syrian Arab Republic  
 Piazza d'Aracoeli 1  
 00186 Rome, Italy  
 Tél.: +39 06 6749801  
 Fax: +39 06 6794989  
 E-mail: [hkabour@hotmail.com](mailto:hkabour@hotmail.com)

## **ROUMANIE**

Gabriela DUMITRIU (Ms)  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Via Montopoli, 4  
 00197 Rome, Italy  
 Tél.: +39 06 86214830

## **SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO**

Dragant VUKOVIC LJUBOJEVIC  
 First Secretary  
 Embassy of Serbia and Montenegro  
 Via Monti Parioli 20  
 00197 Rome, Italy

Spaso POPOVIC  
 Chief Agriculture and Fishery Inspection  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Water  
 Management  
 Roman Square, Podgorica  
 Tél.: +381 81 621007  
 Fax: +381 81 621008  
 E-mail: [spasop@mn.yu](mailto:spasop@mn.yu)

## **SLOVÉNIE**

Bojana HOČEVAR (Ms)  
 Permanent Representative to FAO  
 Via Francesco Pacelli, 14/B int.20  
 00165 Rome, Italy  
 Tél./Fax: +39 0639366972  
 E-mail: [a.hocevar@email.telpress.it](mailto:a.hocevar@email.telpress.it)

## **TUNISIE**

Slaheddine DHAOUI  
 Directeur général de la pêche  
 et de l'aquaculture  
 Ministère de l'agriculture et des ressources  
 hydrauliques  
 30 rue Alain Savary  
 1002 Tunis  
 Tél.: +216 1 892253  
 Fax: +216 1 799401  
 E-mail: [dhaoui.slaheddine@iresa.agrinet.tn](mailto:dhaoui.slaheddine@iresa.agrinet.tn)

Mohamed HAJALI SALEM  
 Coordinateur régional (SIPAM)  
 30 rue Alain Savary  
 1002 Tunis  
 Tél.: +216 1 784979  
 Fax: +216 1 793962  
 E-mail: [sipam.med@sipam.intl.tn](mailto:sipam.med@sipam.intl.tn)

Sihem SELTENE (Ms)  
Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO  
Ambassade de la République tunisienne  
Via Asmara 7  
00199 Rome, Italy  
Tél.: +39 06 86215033 (direct)/06 8603060/8  
Fax: +39 06 86218204  
E-mail: [ambtun@tin.it](mailto:ambtun@tin.it)

## **TURQUIE**

Serap OZCOKUN (Ms)  
Counselor  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Embassy of the Republic of Turkey  
Via Palestro 28  
00185 Rome, Italy

Mehmet UYANIK  
Alternate Permanent Representative  
to FAO  
Embassy of the Republic of Turkey  
Via Palestro 28  
00185 Rome, Italy

## **OBSERVATEURS D'ÉTATS** **MEMBRES DES NATIONS UNIES**

## **FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Nikolay RUBTSON  
Observer  
Federal Agency for Fisheries  
Via Gaeta 5  
00185 Rome, Italy

## **OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS** **INTERGOUVERNEMENTALES**

## **CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENNES (CIHEAM)**

Luis ESTERUELAS  
Director, CIHEAM  
Institut agronomique méditerranéen  
de Saragosse  
Apartado 202  
50080 Saragosse, Spain  
Tél.: +34 976 71 60 00  
Fax: +34 976 71 60 01  
E-mail: [iamz@iamz.ciheam.org](mailto:iamz@iamz.ciheam.org)

Bernardo BASURCO  
Coordinator  
Institut agronomique méditerranéen  
de Saragosse  
Apartado 202  
50080 Saragosse, Spain  
Tél.: +34 976 71 60 00  
Fax: +34 976 71 60 01  
E-mail: [basurco@iamz.ciheam.org](mailto:basurco@iamz.ciheam.org)

## **ACCORD SUR LA CONSERVATION DES CÉTACÉS DE LA MER NOIRE, DE LA MÉDITERRANÉE ET DE LA ZONE ATLANTIQUE ADJACENTE (ACCOBAMS)**

Marie-Christine VAN KLAVEREN (Ms)  
ACCOBAMS Permanent Secretariat  
Jardin de l'UNESCO  
Les Terrasses de Fontvieille  
MC – 98000 Monaco  
Tél.: +377 9315 8010/2078  
Fax: +377 9315 4208  
E-mail : [accombams@accobams.net](mailto:accombams@accobams.net)

## **COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (CICTA)**

Driss MESKI  
Executive Secretary  
Corazón de María, 8  
28002 Madrid, Spain  
Tél.: 34 91 416 5600  
Fax: +34 91 415 26 12  
E-mail: [driss.meski@iccat.es](mailto:driss.meski@iccat.es)

## **OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS** **NON-GOUVERNEMENTALES**

## **ASSOCIATION DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DU SECTEUR DE LA PÊCHE (MEDISAMAK)**

Mourad KAHOU  
Président (MEDISAMAK)  
39 rue de la Loge  
F- 13002 Marseille, France  
Tél.: +33 491567833  
Fax: +33491919605  
E-mail: [kahoul@wanadoo.fr](mailto:kahoul@wanadoo.fr)

Francisca MARTÍNEZ (Ms)  
 Secrétaire générale MEDISAMAK  
 Tél.: +32476 805 650  
 Fax: +32 2 784 3374  
 E-mail: [medisamak@skynet.be](mailto:medisamak@skynet.be)

**UNION MONDIALE POUR LA NATURE  
 (IUCN)**

François SIMARD  
 Marine Programme Coordinator  
 IUCN Centre for Mediterranean Cooperation  
 Parque Tecnológico de Andalucía  
 Calle Marie Curie, 35, Sede Social  
 Campanillas  
 29590 Málaga, Spain  
 Tel : +34 952 028 430  
 Fax: +34 952 028 145  
 E-mail : [francois.simard@iucn.org](mailto:francois.simard@iucn.org)

**BUREAU EUROPÉEN POUR LA  
 CONSERVATION ET LE  
 DÉVELOPPEMENT (EBCD)**

Despina PIROVOLIDOU-SYMONS (Ms)  
 Director EBCD  
 10, rue de la Science  
 1000 Bruxelles, Belgium  
 Tél.: +32 22303072  
 Fax: +32 22308272  
 E-mail: [dsymons\\_ebcd@compuserve.com](mailto:dsymons_ebcd@compuserve.com)

**FONDS MONDIAL POUR LA NATURE  
 (WWF)**

Sergi TUDELA  
 Fisheries Coordinator  
 WWF Mediterranean Programme Office  
 Carrer Canuda, 37, 3º  
 08002 Barcelona, Spain  
 Tél.: +34 93 30 56 252  
 Fax: +34 93 27 88030  
 E-mail: [studela@atw-wwf.org](mailto:studela@atw-wwf.org)

**FAO**  
**Viale delle Terme di Caracalla**  
**00100 Rome**

**Secrétariat de la CGPM**

Jean-François PULVENIS DE SÉLIGNY  
 Directeur  
 Division des politiques et de la planification  
 de la pêche  
 Tél.: (+39 06) 57054138  
 Fax: (+39 06) 57056500  
 E-mail: [jeanfrancois.pulvenis@fao.org](mailto:jeanfrancois.pulvenis@fao.org)

Alain BONZON  
 Secrétaire de la CGPM  
 Fonctionnaire principal de liaison (pêches)  
 Service des institutions internationales  
 et de liaison  
 Tél.: (+39 06) 57056441  
 Fax: (+39 06) 57056500  
 E-mail: [alain.bonzon@fao.org](mailto:alain.bonzon@fao.org)

Antonio TAVARES  
 Juriste principal  
 Bureau juridique  
 Tél.: +39 06 57055132  
 E-mail: [antonio.tavares@fao.org](mailto:antonio.tavares@fao.org)

Jordi LLEONART  
 Fonctionnaire principal chargé des  
 ressources marines  
 Service des ressources marines  
 Tél.: +39 06 57056354  
 Fax: +39 06 57053020  
 E-mail: [jordi.lleonart@fao.org](mailto:jordi.lleonart@fao.org)

Alessandro LOVATELLI  
 Secrétaire technique du Comité  
 de l'aquaculture (CAQ)  
 Service des ressources des eaux intérieures et  
 de l'aquaculture  
 Tél.: +39 06 57056448  
 Fax: +39 06 57053020  
 E-mail: [alessandro.lovatelli@fao.org](mailto:alessandro.lovatelli@fao.org)

Cassandra DE YOUNG (Ms)  
 Chargé de l'analyse des politiques de la pêche  
 Service de la planification du développement  
 Tél.: +39 06 57054592  
 E-mail: [cassandra.deyoung@fao.org](mailto:cassandra.deyoung@fao.org)

Carla Iandoli (Ms)  
Expert invité  
Service de la planification du développement  
Tél. : +39 06 57055123  
E-mail: [carla.iandoli@fao.org](mailto:carla.iandoli@fao.org)

Raschad AL-KHAFAJI  
Chargé de réunion  
Service des institutions internationales  
et de liaison  
Tél.: +39 06 57055105  
Fax: +39 06 57056500  
E-mail: [raschad.alkhafaji@fao.org](mailto:raschad.alkhafaji@fao.org)

Marianne GUYONNET (Ms)  
Secrétaire  
Service des institutions internationales  
et de liaison  
Tél.: +39 06 57053951  
Fax: +39 06 57056500  
E-mail: [marianne.guyonnet@fao.org](mailto:marianne.guyonnet@fao.org)

David Gómez Jiménez  
Secrétaire  
Service des institutions internationales  
et de liaison  
Tél.: +39 06 57055730  
Fax: +39 06 57056500  
E-mail: [david.gomezjimenez@fao.org](mailto:david.gomezjimenez@fao.org)

Olivia PAUNER (Ms)  
Secrétaire  
Service des institutions internationales  
et de liaison  
Tél.: +39 06 57054592  
Fax: +39 0657056500  
E-mail: [olivia.pauner@fao.org](mailto:olivia.pauner@fao.org)

Judith SWAN (Ms)  
Consultante  
Service des institutions internationales  
et de liaison  
Tél.: +39 06 57053951  
Fax: +39 06 57056500  
E-mail: [judith.swan@fao.org](mailto:judith.swan@fao.org)

### **Projets AdriaMed et MedsudMed**

Fabio MASSA  
Coordinateur  
Corso Umberto 30  
Termoli (CB)  
Italy  
Tél.: +39 08 75708252  
Fax: +39 08 75708252  
E-mail: [fabio.massa@fao.org](mailto:fabio.massa@fao.org)

### **Projet CopeMed**

Rafael ROBLES  
Directeur  
MAPA  
Paseo de la Castellana, 112  
28046 Madrid  
Spain  
Tél.: +34 91 3471717  
Fax: +34 91 34914110483  
E-mail: [rafael.robles@fao.org](mailto:rafael.robles@fao.org)

### **Projet MedFisis**

Pierro MANINNI  
Coordinateur  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Roma, Italy  
Tél.: +39 06 57055402  
Fax: +39 06 57053020  
E-mail: [pierro.maninni@fao.org](mailto:pierro.maninni@fao.org)

Salvatore COPPOLA  
Consultant  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Roma, Italy  
Tél.: +39 06 57055402  
Fax: +39 06 57053020

**ANNEXE C****Liste des documents**

CGPM/XXIX/2005/1	Ordre du jour
CGPM/XXIX/2005/2	Siège de la Commission
CGPM/XXIX/2005/3	Procédure de sélection du Secrétaire exécutif
CGPM/XXIX/2005/4	Questions relatives à l'exécution du budget autonome
CGPM/XXIX/2005/5	Activités intersessions 2003-2004
CGPM/XXIX/2005/6	Gestion des pêches méditerranéennes
CGPM/XXIX/2005/7	Programme de travail pour la période intersessions 2005-2006
CGPM/XXIX/2005/8	Questions relatives au fonctionnement de la Commission
CGPM/XXIX/2005/Inf.1/Rev.1	Liste des documents
CGPM/XXIX/2005/Inf.2	Liste des participants
CGPM/XXIX/2005/Inf.3	Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée, règlement intérieur et règlement financier
CGPM/XXIX/2005/Inf.4	Rapport de la vingt-huitième session de la CGPM (Tanger, Maroc, 14-17 octobre 2003)
CGPM/XXIX/2005/Inf.5	Rapport de la session extraordinaire de la CGPM (Malte, 19-23 juillet 2004)
CGPM/XXIX/2005/Inf.6	Rapport de la septième session du Comité scientifique consultatif (CSC) (Rome, Italie, 19-22 octobre 2004)
CGPM/XXIX/2005/Inf.7	Rapport de la quatrième session du Comité de l'aquaculture (Alexandrie, Egypte, 7-9 juin 2004)
CGPM/XXIX/2005/Inf.8	Rapport de l'atelier sur la pêche illicite, non signalée et non réglementée en Méditerranée (Rome, Italie, 23-26 juin 2004)
CGPM/XXIX/2005/Inf.9	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote de la Communauté européenne et de ses Etats membres

CGPM/XXIX/2005/Inf.10	Recommandations de la CICTA pertinentes dans le contexte méditerranéen
CGPM/XXIX/2005/Inf.11	Note d'information sur la procédure de sélection du siège de la Commission et de son secrétaire exécutif
CGPM/XXIX/2005/Dma.1	Impacts sur l'écosystème de la pêche en Méditerranée: analyse des principales menaces que les engins et les pratiques de pêche font peser sur la biodiversité et les habitats marins; <i>CGPM Etudes et Revues</i> No. 74. (en anglais uniquement)
CGPM/XXIX/2005/Dma.2	Etude comparative du cadre réglementaire des pêches en Méditerranée; <i>CGPM Etudes et Revues</i> No. 75. (en anglais uniquement)
CGPM/XXIX/2005/Dma.3	Application du Plan d'action international sur la pêche illicite, non signalée et non réglementée: son impact potentiel sur la gestion des pêches en Méditerranée; <i>CGPM Etudes et Revues</i> No. 76 (en anglais uniquement)
CGPM/XXIX/2005/Dma.4	Rapport de la réunion <i>ad hoc</i> d'experts sur l'évaluation externe du Comité de l'aquaculture et de ses réseaux (Rome, Italie, 29 et 30 mars 2004)
CGPM/XXIX/2005/Dma.5	Récapitulatif des activités des projets régionaux de la FAO visant à appuyer les travaux du Comité scientifique consultatif (CSC)
CGPM/XXIX/2005/Dma.6	Interaction entre l'aquaculture et les pêches de capture: perspective méthodologique. <i>CGPM Etudes et Revues</i> No. 78. (en projet) (en anglais uniquement)
CGPM/XXIX/2005/Dma.7	Récapitulatif des progrès accomplis grâce à la collaboration entre le CSC/SCSI et le FIRMS/FIGIS de la FAO (en anglais uniquement)
CGPM/XXIX/2005/Dma.8	Rapport de la réunion spéciale de coordination du SIPAM sur l'avenir du SIPAM – Son rôle dans le cadre de la nouvelle structure de la CGPM, Rome (Italie), 9 et 10 décembre 2004 (en anglais uniquement)
CGPM/XXIX/2005/Dma.9	Projet de propositions de la Communauté européenne concernant la pêche INDNR en Méditerranée

**Allocution d'ouverture**  
**par**  
**M. Pulvenis de Séligny**  
**Directeur, Division des politiques et de la planification,**  
**Département des pêches de la FAO**

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Au nom du Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf et de M. Ichiro Nomura, Sous-Directeur général chargé du Département des pêches, je vous souhaite la bienvenue à cette vingt-neuvième session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM).

Je n'ai pas à vous rappeler l'importance de cette session, première session ordinaire depuis l'entrée en vigueur en avril 2004 des amendements à l'Accord portant création de la CGPM qui avait été adopté en 1997. Les décisions qu'elle prendra ouvriront une nouvelle ère pour la Commission. Ces décisions ont leur origine dans les travaux de la session extraordinaire tenue en juillet dernier à Malte, qui marqueront un tournant dans la longue histoire de la CGPM. Il importe également de rappeler les orientations de politique générale affirmées ou réaffirmées par la troisième Conférence ministérielle sur le développement durable des pêches en Méditerranée qui s'est tenue à Venise en novembre 2003.

La FAO se réjouit profondément de ces développements positifs. Elle attache la plus grande importance au bon fonctionnement de la CGPM, dont elle assure depuis plus d'un demi-siècle le Secrétariat et à laquelle elle sert de siège.

L'Organisation est bien consciente que la Commission, pour tenir compte sereinement des intérêts et des préoccupations de tous ses membres, doit fonctionner dans un environnement géographique, culturel, socio-économique et politique unique. Autrement dit dans une mer semi-fermée, bordée d'Etats qui ont hérité d'une histoire commune, mais variée et de niveaux de développement divers, mais qui sont tous confrontés à la même tâche difficile de gérer durablement des pêches plurispécifiques, ainsi qu'une aquaculture marine en développement rapide.

En juillet 2004, pour travailler et fonctionner plus efficacement, la Commission a franchi une étape importante en prenant la décision de renforcer son secrétariat. Elle a adopté pour ce faire une procédure de sélection de son Secrétaire exécutif, en vertu de laquelle les chefs de délégation s'entretiendront pendant la session avec les candidats retenus et en désigneront un qui sera nommé Secrétaire exécutif de la Commission. Compte tenu des décisions prises pendant la session extraordinaire de Malte, il est également prévu qu'en 2005, un spécialiste de la gestion des pêches soit nommé Secrétaire exécutif adjoint. Au sein du Secrétariat de la Commission, d'autres postes, notamment celui de statisticien et un autre de conseiller aquacole, sont également prévus et devraient être pourvus dès que le budget le permettra. Il ne fait aucun doute que la constitution d'un secrétariat suffisamment étoffé constituera un facteur décisif pour le développement et l'expansion des programmes et activités de la CGPM.

Autre décision d'importance majeure, la Commission a souhaité donner à la CGPM un siège qui lui soit propre. Nous remercions les trois Etats membres, à savoir l'Espagne, l'Italie et Malte, qui ont généreusement proposé d'accueillir la Commission. Ces offres seront soigneusement examinées par la session et une décision sera prise sur la base des critères adoptés par la Commission pendant sa session extraordinaire.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La période de transition dans laquelle nous nous trouvons ne doit pas nous faire oublier les autres tendances positives du fonctionnement de la Commission. Les dernières sessions de la Commission et de ses organes subsidiaires ont connu le plus haut niveau de participation et de représentation depuis de nombreuses années, tant en ce qui concerne le nombre de pays représentés que les domaines de connaissances et d'expertise. En particulier, on note une participation accrue de représentants de la Méditerranée orientale et de la mer Noire.

Pendant la période intersessions, plus de vingt-trois réunions ont été organisées sous l'égide du CSC, du Comité de l'aquaculture et de leurs Sous-Comités, groupes de travail et réseaux. Des progrès ont été faits sur d'importantes questions, comme les unités opérationnelles et les niveaux de référence. De nouvelles préoccupations se sont fait jour également, telles que les pêches en eaux profondes ou la mise en œuvre de l'approche écosystémique. L'accent a été mis sur la nécessité de redoubler d'efforts pour établir la base statistique nécessaire à l'analyse de la gestion des pêches, notamment en ce qui concerne la mesure de l'effort de pêche et de la capacité des flottilles, ainsi que la création d'un registre des navires de pêche. Une évaluation des résultats obtenus par le Comité de l'aquaculture a été effectuée et plusieurs propositions ont été formulées pour accroître les réalisations de ce Comité et de ses réseaux, compte dûment tenu de la situation et des besoins des membres qui sont des pays en développement ou en transition.

Des mesures ont également été prises pour donner suite aux recommandations de la vingt-huitième session et de la Déclaration ministérielle de Venise sur la pêche illicite, non signalée et non recommandée en Méditerranée.

Du fait de ces activités, un certain nombre de propositions, suggestions, recommandations et conseils importants et concrets ont été adressés à la Commission. Leur examen et leur adoption éventuels contribueront à promouvoir une éthique des pêches responsables dans la région.

Monsieur le Président,

Je voudrais une fois de plus souligner le rôle important des projets régionaux dans ces initiatives. Dans bien des cas, la charge de travail intersessions aurait été extrêmement difficile à assumer sans le travail préparatoire et l'appui stratégique fournis par les projets régionaux, à savoir CopeMed, AdriaMed, MedsudMed et MedFisis. On peut s'attendre à cet égard à une augmentation des activités du fait du lancement du projet EastMed programmé pour un avenir proche.

Le rôle et la contribution des projets régionaux témoignent une fois encore de ce que dans le cadre de la Commission, la coopération technique et scientifique au niveau sous-régional, notamment en ce qui concerne la formation, est indispensable et aide les membres à participer efficacement aux travaux de la Commission et à tirer profit.

C'est pourquoi je réaffirme que les membres qui appuient le financement des projets régionaux méritent toute la gratitude de la FAO et de la Commission. Ceci est vrai également des gouvernements qui ont fourni un appui financier ou logistique aux réunions pendant l'intersession.

Monsieur le Président,

Il faut bien reconnaître que depuis quelques années, la charge de travail des organisations régionales de gestion des pêches comme la CGPM ne cesse de croître et qu'elle constitue aujourd'hui un fardeau. La CGPM sera donc confrontée à des défis sans précédent pour continuer à promouvoir et à faciliter la gestion durable des pêches et la gouvernance régionale des pêches en Méditerranée et dans toutes ses sous-régions et pour obtenir que ses membres appliquent, fassent appliquer et respectent ses décisions.



Monsieur le Président,

Je vous épargnerai l'énumération des mesures et activités que la Commission est censée envisager dans le cadre de son programme de travail, pour compléter les initiatives qu'elle a déjà prises ou en tant que nouvelles activités.

Je souhaite seulement réitérer que la FAO, et en particulier le Département des pêches, s'engagent à continuer à fournir tout le soutien nécessaire.

En conclusion, je voudrais remercier à l'avance toutes les délégations qui contribueront à faire avancer toutes les diverses questions qui sont à l'ordre du jour de la Commission pendant cette session. Je vous souhaite donc tout le succès possible dans cette entreprise et espère que ceux d'entre vous qui ont quitté leur pays pour venir à Rome y trouveront le meilleur accueil.

Je vous remercie.

## **Mandat de la Réunion de coordination des Sous-Comités (CMSC) et mandat des Coordonnateurs des Sous-Comités**

### **1. Composition et mode de fonctionnement du CMSC**

La Réunion de coordination des Sous-Comités est composée du président et des deux vice-présidents du Comité scientifique consultatif (CSC), du Secrétaire exécutif et du Secrétaire exécutif adjoint de la CGPM, des coordonnateurs des Sous-Comités (SCES, SCSES, SCSI, SCMEM) et des coordinateurs des Groupes de travail interdisciplinaires<sup>4</sup>.

En plus de l'assistance du Secrétariat de la CGPM, le CMSC bénéficiera dans son travail du soutien de fonctionnaires techniquement concernés de la FAO, y compris les coordonnateurs/directeurs des projets régionaux. Conformément à l'Article X 6) du Règlement intérieur, le fonctionnement de la Réunion de coordination des Sous-Comités est régi, *mutatis mutandis*, par le Règlement intérieur de la Commission.

### **2. Mandat du CMSC**

- Proposer et/ou mettre à jour les éléments du Cadre de référence des travaux du CSC pour la période intersessions et planifier la répartition des activités entre les Sous-Comités.
- Promouvoir l'organisation et la participation aux groupes de travail interdisciplinaires ou transversaux dépendant directement du CSC.
- Examiner les rapports des groupes de travail interdisciplinaires ou transversaux et des Sous-Comités et préparer les propositions de programme de travail intégré du CSC.
- Mettre en forme les projets de recommandations émanant des organes subsidiaires et préparer, selon les besoins, la formulation d'avis pluridisciplinaires pour la gestion des pêches en vue de leur examen par le CSC.
- Assurer la fonction de comité de rédaction pour le choix des documents scientifiques et techniques susceptibles d'être publiés dans la série *Etudes et Revues de la CGPM*.
- Assurer toute autre tâche explicitement confiée par la Commission ou le Comité Scientifique Consultatif, ou approuvée par consensus par les membres du CMSC.

### **3. Mandat des coordonnateurs des Sous-Comités**

- Tenir à jour la liste, y compris les coordonnées, des points de liaison nationaux et des experts participant aux réseaux liés au Sous-Comité et assurer la distribution de l'information afférente.
- Promouvoir la participation et les contributions scientifiques et techniques des experts aux activités du Sous-Comité.
- Organiser les activités du Sous-Comité de façon à répondre aux questions posées par la CGPM et/ou le CSC, en liaison avec le CMSC.
- Coordonner les activités intersessions, notamment l'organisation des réunions du Sous-Comité et le cas échéant, en collaboration avec le facilitateur, celles des groupes de travail, y compris la rédaction de l'ordre du jour provisoire annoté et/ou mandat.
- Superviser la rédaction des rapports des réunions, y compris le format des annexes/documents de référence joints.
- Maintenir des liaisons avec les organes scientifiques et techniques d'autres organisations internationales ou régionales traitant de sujets d'intérêt commun.
- Représenter le Sous-Comité aux réunions du CMSC, en particulier pour la préparation des travaux et l'élaboration d'avis pour le CSC.

---

<sup>4</sup> On entend par groupes de travail inter disciplinaires ou transversaux les groupes de travail qui rendent directement compte de leurs travaux au CSC, comme c'est le cas du Comité conjoint CGPM/CICTA sur les grands pélagiques.

### **Description du poste de Secrétaire exécutif adjoint/Conseiller en gestion des pêches et qualifications**

#### **1. Conditions proposées**

Le poste de Secrétaire exécutif adjoint/Conseiller en gestion des pêches est classé P-5 sur la grille des traitements des cadres et fonctionnaires supérieurs des Nations Unies. Le traitement afférent à cette classe comporte un élément variable correspondant à l'indemnité de poste, et le fonctionnaire aura droit à des indemnités de retraite, aux assurances, etc. Le Secrétaire exécutif adjoint, en sa qualité de fonctionnaire de la FAO, est engagé conformément aux conditions énoncées dans le Règlement et les Statuts du personnel de la FAO.

Le Secrétaire adjoint relève, au plan administratif, du Directeur général de la FAO. S'agissant des questions techniques, il coordonne, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif, ses activités avec celles que mène le Département des pêches de la FAO et peut ainsi mettre à profit les compétences techniques dont dispose l'Organisation.

Les qualifications ci-dessous correspondent aux conditions définies dans le Système commun des Nations Unies.

#### **2. Qualifications requises**

- a) Diplôme universitaire, de niveau supérieur de préférence, en biologie halieutique, sciences halieutiques ou autres disciplines connexes. Au moins dix ans d'expérience pratique de la gestion des pêches, de l'élaboration des politiques et, si possible, des relations bilatérales et multilatérales, et également bien connaître le fonctionnement des organisations régionales de gestion des pêches, tel que la CGPM ou la CICTA. Grandes capacités d'initiative. Expérience de la préparation de documents et de l'organisation de réunions internationales. Connaissance courante (niveau C) de l'arabe, de l'anglais, du français ou de l'espagnol. La préférence sera accordée à des candidats justifiant une bonne connaissance de l'anglais et du français et de connaissances même limitées d'une autre des langues précitées.
- b) Autres qualifications exigées: aptitude avérée à l'encadrement et à la supervision dans le domaine considéré; connaissance du traitement de textes, des tableurs et des systèmes de gestion de bases de données.
- c) Qualifications souhaitables: forte adaptabilité et grande capacité à travailler de manière efficace avec des personnes de nationalité, de culture et d'origine sociale différentes, ayant des niveaux d'instruction variables.

#### **3. Fonctions et responsabilités**

Conformément à l'Article XI alinéa 2) de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée, le Secrétaire exécutif adjoint est chargé, en sa qualité de conseiller technique, d'aider le Secrétaire exécutif dans ses fonctions et de prendre part aux tâches administratives comme la préparation des réunions et des documents destinés à la Commission et à ses organes subsidiaires. Il rend compte de ses activités au Secrétaire exécutif et agit par l'intermédiaire de ce dernier. Il remplit les fonctions de Secrétaire technique du Comité scientifique consultatif (CSC) et de ses organes subsidiaires comme de besoin.

Le Secrétaire exécutif adjoint a notamment pour tâches de:

- a) superviser dans leur ensemble les activités techniques du Secrétariat dans le domaine des pêches de capture;
- b) maintenir des contacts avec les fonctionnaires nationaux, les organismes des pêches et les organisations internationales œuvrant en faveur de la mise en valeur, de la conservation, de la gestion rationnelle et de l'utilisation des ressources halieutiques et du développement durable de l'aquaculture dans la région que dessert la Commission, afin de faciliter la consultation et la coopération dans les domaines en rapport avec les objectifs de la Commission;
- c) établir et mettre en œuvre les programmes de travail, préparer des prévisions budgétaires préliminaires et veiller à ce que le Comité en soit saisi dans les délais requis;
- d) participer à l'évaluation des besoins en données de gestion des pêches, traiter et analyser les données, encourager et suivre la création de bases de données aux fins de l'évaluation et suivi de l'état des ressources halieutiques, ainsi que la réalisation d'études techniques, biologiques, environnementales et socioéconomiques, de sorte que les activités de gestion des pêches reposent sur des bases solides;
- e) superviser la production de données sous la forme requise en vue de leur diffusion par le biais de supports électroniques ou imprimés, ainsi que la production de séries de données à des fins d'analyse scientifique, et participer à la gestion des informations sur les activités de la Commission diffusées sur Internet et sur supports imprimés;
- f) stimuler l'intérêt des instituts nationaux des pays membres de la Commission et des donateurs potentiels pour les activités du Comité scientifique consultatif en vue de leur participation éventuelle au financement ou à la mise en œuvre de projets pilotes et d'activités complémentaires;
- g) gérer un réseau actif et efficace de points de liaison nationaux en vue de la diffusion courante d'informations sur l'état d'avancement et les résultats des activités du Comité scientifique et coordonner, s'il y a lieu, les programmes de recherche des pays membres;
- h) participer, selon les besoins, aux activités relevant des projets menés dans le cadre d'ensemble de la Commission ou de ses organes subsidiaires;
- i) assurer la préparation technique des sessions du Comité scientifique consultatif, de ses organes subsidiaires et d'autres réunions *ad hoc*, notamment la préparation des documents d'information, du rapport d'activité et du programme de travail du CSC, et superviser la préparation des rapports finaux et des comptes rendus des débats et en assurer la publication;
- j) contribuer au bon déroulement des sessions de la Commission et de la procédure d'établissement des rapports de session et fournir des conseils aux membres de la Commission en matière d'options de gestion des pêches;
- k) s'acquitter de toute autre tâche qui pourrait lui être confiée.

## ANNEXE G

**Recommandations de la CGPM concernant la gestion des pêcheries****RECOMMANDATION CGPM/2005/1****CONCERNANT LA GESTION DE CERTAINES PÊCHERIES EXPLOITANT DES ESPÈCES DÉMERSALES ET DES ESPÈCES VIVANT EN EAU PROFONDE**

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

*RAPPELANT* que l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée a pour objectif la mise en valeur, la conservation, la gestion rationnelle et le bon usage des ressources biologiques marines;

*RAPPELANT* la Déclaration de la Conférence ministérielle pour le développement durable des pêches en Méditerranée, qui s'est tenue en novembre 2003 à Venise, et en particulier le troisième alinéa du paragraphe 4 de cette Déclaration;

*RAPPELANT* que les mesures rationnelles de gestion ont pour objectif de ralentir le déclin des stocks désignés dans les avis scientifiques et d'améliorer le mode d'exploitation de ces pêches;

*RÉAFFIRMANT* les principes inscrits dans le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO et rappelant le principe de précaution appliqué à la gestion des pêches dans le Code, en particulier concernant le développement de nouvelles pêcheries;

*CONSIDÉRANT* que, faute d'information scientifique sur la situation des pêcheries et des ressources exploitées, il convient de faire preuve de plus de prudence, et que les informations pertinentes concernant des zones voisines pourraient être mises à profit en vue d'une gestion adéquate des pêches fondée sur le principe de précaution;

*NOTANT* que la sélectivité du maillage du cul de chalut utilisé à l'heure actuelle par les différents chalutiers de fond ne permettait ni de garantir une protection adéquate des juvéniles de plusieurs espèces ni de diminuer les rejets;

*CONSIDÉRANT* également que dans les avis de 2001, 2002, 2003 et 2004, le Comité scientifique consultatif avait estimé que certains stocks faisaient l'objet d'une surexploitation, avec risque élevé d'effondrement pour certains, et que pour garantir une gestion durable, il convenait de mettre en œuvre des mesures visant à limiter les prises de juvéniles;

*NOTANT* que l'évaluation des stocks effectuée par le Comité scientifique consultatif ne concerne que des sous-zones géographiques (GSAs) spécifiques correspondant aux données communiquées par certains membres et qu'il se peut que les stocks évalués soient partagés avec des sous-zones géographiques voisines de celles relevant de la CGPM;

*RAPPELANT* la Recommandation CGPM/2002/1 qui invite instamment à contrôler l'effort de pêche, à améliorer le mode d'exploitation des pêcheries démersales et à limiter les prises de juvéniles de petits pélagiques;

*ADOpte* les mesures suivantes, conformément aux dispositions des alinéas 1 b) et h) de l'Article III et de l'Article V de l'Accord portant création de la CGPM:

## **PÊCHE DÉMERSALE**

1. Les membres de la CGPM sont tenus d'adopter des mesures visant à accroître la sélectivité des chaluts de fond, principalement en imposant immédiatement une ouverture de maille d'au moins 40 mm pour la totalité du cul de chalut. Les membres sont invités à étudier d'autres mesures et à les mettre en œuvre, en vue d'améliorer toujours plus la sélectivité.

## **PÊCHE EN EAU PROFONDE**

2. Les membres de la CGPM sont tenus d'interdire l'utilisation de dragues traînées et le chalutage à des profondeurs supérieures à 1 000 m.

## **ÉLÉMENTS DE NATURE GÉNÉRALE**

3. Les membres de la CGPM sont tenus de soumettre chaque année au Secrétaire exécutif un rapport sur la mise en œuvre des mesures de gestion adoptées et ce, un mois avant la session plénière de la Commission.
4. Le Comité scientifique consultatif évaluera les incidences de la mise en œuvre des mesures de gestion et, le cas échéant, recommandera à la CGPM des ajustements éventuels ou de nouvelles mesures supplémentaires.

### **RECOMMANDATION CGPM/2005/2**

#### **CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN REGISTRE DES NAVIRES MESURANT PLUS DE 15 MÈTRES AUTORISÉS À PÊCHER DANS LA ZONE DE LA CGPM**

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

*RAPPELANT* que les objectifs de l'Accord portant création de la Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée sont de promouvoir le développement, la conservation, la gestion rationnelle et l'utilisation appropriée des ressources marines vivantes,

*RAPPELANT* la Résolution 95/2 de la CGPM par laquelle les membres ont convenu de fixer à 15 mètres la longueur minimum à laquelle s'applique l'Accord visant à promouvoir le respect par les navires pêchant en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion, la Résolution 95/4 de la CGPM visant à établir une liste des navires de pêche opérant à partir de leur ports nationaux en Méditerranée et d'échanger ces informations sur leurs navires, et la Résolution 97/2 de la CGPM sur les activités des Parties non Contractantes, et la décision de la CGPM adoptée lors de sa vingt-septième session plénière d'établir une segmentation de la flotte pêchant en Méditerranée,

*RAPPELANT* que le Conseil de la FAO a adopté le 23 juin 2001 un Plan d'Action International (IPOA) visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR), que ce plan stipule que l'organisme de gestion des pêches régional devrait prendre des mesures afin de renforcer et de développer des moyens novateurs, en conformité avec les réglementations internationales, tendant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR et notamment à établir des registres des navires habilités à pêcher et des registres de navires s'adonnant à la pêche INDNR,

*CONSIDÉRANT* les conclusions de la troisième Conférence ministérielle pour le développement durable des pêches en Méditerranée,

*ADOpte* conformément à l'Article III, paragraphe 1 (h) et à l'Article V de l'Accord portant création de la CGPM, que:

1. La Commission devra établir et maintenir un registre CGPM des navires de pêche mesurant plus de 15 mètres de longueur hors-tout habilités à pêcher dans la zone de compétence de la CGPM. Aux fins de cette Recommandation, les navires mesurant plus de 15 mètres de longueur hors tout ne figurant pas dans ce registre sont considérés comme n'étant pas habilités à pêcher, retenir à bord, transborder ou débarquer des espèces halieutiques couvertes par la CGPM.
2. Chaque Partie contractante devra soumettre, en format électronique, au Secrétaire exécutif de la CGPM dans la mesure du possible avant le 1er juillet 2006, la liste des navires habilités à opérer dans la zone sous compétence de la Commission. Cette liste devra inclure l'information suivante:
  - Nom du bateau, numéro de matricule
  - Nom précédent (le cas échéant)
  - Pavillon précédent (le cas échéant)
  - Informations précédentes sur l'élimination d'autres registres (le cas échéant)
  - Signal d'appel radio international (le cas échéant)
  - Type de bateau, longueur et tonneaux de jauge brute (TJB)
  - Nom et adresse de(s) armateur(s) et opérateur(s)
  - Engin utilisé
  - Période autorisée pour la pêche et/ou le transbordement
3. Chaque Partie contractante devra rapidement notifier, après l'établissement du registre initial de la CGPM, au Secrétaire exécutif de la CGPM tout ajout, toute suppression et/ou toute modification à apporter au registre de la CGPM au moment où surviennent ces changements.
4. Le Secrétaire exécutif de la CGPM devra maintenir le registre de la CGPM et prendre les mesures visant à assurer la publicité de ce registre et notamment par des moyens électroniques, y compris sa diffusion sur le site Web de la CGPM, d'une manière conforme aux exigences de confidentialité signalées par les Parties contractantes.
5. Les Parties contractantes du pavillon des navires figurant sur le registre devront:
  - a) autoriser leurs navires à opérer dans la zone de la CGPM uniquement si elles sont en mesure de remplir, en ce qui concerne ces navires, les exigences et responsabilités prévues par l'Accord et ses mesures de gestion et de conservation;
  - b) prendre les mesures nécessaires visant à s'assurer que leurs navires appliquent toutes les mesures de conservation et de gestion pertinentes de la CGPM;
  - c) prendre les mesures nécessaires visant à s'assurer que leurs navires figurant sur le registre de la CGPM conservent à bord les certificats d'immatriculation valides des navires ainsi que l'autorisation valide de pêcher et/ou de transborder;
  - d) garantir que leurs navires figurant sur le registre de la CGPM n'ont aucun antécédent d'activités de pêche INDNR ou que, si ces navires ont de tels antécédents, que les nouveaux armateurs ont fourni suffisamment de pièces justificatives démontrant que les armateurs et opérateurs précédents n'ont plus d'intérêts juridiques, bénéficiaires ou financiers dans ces navires, ni n'exercent de contrôle sur ceux-ci, ou après avoir pris tous les éléments pertinents en considération, que leurs navires ne prennent pas part ni ne sont associés à des activités de pêche INDNR;

- e) s'assurer, dans la mesure du possible dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs et opérateurs de leurs navires figurant sur le registre de la CGPM ne prennent pas part ni ne sont associés à des activités de pêche menées dans la zone de la CGPM par des navires ne figurant pas sur le registre de la CGPM;
  - f) prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer, dans la mesure du possible dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs des navires figurant sur le registre de la CGPM sont des ressortissants ou des entités juridiques des Parties contractantes du pavillon afin que toute mesure punitive ou de contrôle puisse être effectivement prise à leur rencontre, et
  - g) assurer la cohérence du registre des navires de la CGPM et de celui de la CICTA.
6. Les Parties contractantes devront examiner leurs propres actions et mesures internes prises en vertu du paragraphe 5, y compris les mesures punitives et de sanction, et conformément à la législation nationale relative à la diffusion, présenter les résultats de cet examen à la Commission lors de sa réunion de 2007 et chaque année par la suite. Après considération des résultats de cet examen, la Commission devra, le cas échéant, demander aux Parties contractante de pavillon des navires figurant sur le registre de la CGPM de prendre d'autres mesures en vue d'améliorer l'application, de la part de ses navires, des mesures de conservation et de gestion de la CGPM.
  7. Les Parties contractantes devront prendre les mesures, dans le cadre de leur législation applicable, afin d'interdire la pêche, la rétention à bord, le transbordement et le débarquement d'espèces halieutiques dans la zone de compétence de la CGPM par les navires de plus de 15 mètres hors-tout ne figurant pas sur le registre de la CGPM.
  8. Chaque Partie contractante devra notifier au Secrétaire exécutif de la CGPM toute information factuelle montrant qu'il existe de fortes raisons de soupçonner que des navires ne figurant pas sur le registre de la CGPM s'adonnent à une pêche et/ou transbordement d'espèces halieutiques dans la zone sous compétence de la CGPM.
  9.
    - a) Si un bateau visé au paragraphe 8 arbore le pavillon d'une Partie contractante, le Secrétaire exécutif devra demander à cette Partie contractante de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher le bateau de capturer des espèces halieutiques dans la zone de compétence de la CGPM.
    - b) Si le pavillon d'un bateau visé au paragraphe 8 ne peut pas être déterminé ou est celui d'une Partie non-contractante, le Secrétaire exécutif devra compiler ces informations pour examen futur par la Commission.
  10. La Commission et les Parties contractantes concernées devront communiquer et déployer tous les efforts possibles, conjointement avec la FAO et d'autres organismes de gestion des pêches régionaux, afin de développer et de mettre en œuvre les mesures appropriées, si les circonstances le permettent, y compris l'établissement de registres de nature similaire, en temps opportun afin d'éviter toute répercussion néfaste sur les ressources de pêche dans d'autres océans. Au nombre de ces répercussions néfastes, on peut citer l'intensité excessive de la pêche causée par un déplacement des navires-INDNR de la Méditerranée vers d'autres mers ou océans.



## RECOMMANDATION CGPM/2005/3

### RELATIVE À CERTAINES RECOMMANDATIONS DE LA CICTA

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

*RAPPELANT* que les objectifs de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée sont de promouvoir le développement, la conservation, la gestion rationnelle et l'utilisation appropriée des ressources marines vivantes,

*ADOpte*, conformément aux dispositions des alinéas 1 h) de l'Article III et de l'Article V de l'Accord portant création de la CGPM, les Recommandations, ci-dessous, de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA):

#### CGPM/2005/3 (A)

#### RECOMMANDATION [03-04] DE LA CICTA SUR L'ESPADON DE LA MÉDITERRANÉE

*CONSTATANT* que, lors de l'évaluation sur l'espadon de la Méditerranée au mois de mai 2003, le Comité permanent pour la recherche et les statistiques (SCRS) de la Commission a indiqué la présence d'un schéma de recrutement stable, et que le mode d'exploitation actuel et le niveau d'exploitation sont soutenables, tant que le stock ne diminue pas;

*RECONNAISSANT* que le SCRS a recommandé que les niveaux actuels d'exploitation ne soient pas dépassés, en vertu des modes d'exploitation actuels;

*ÉTANT DONNÉ* que le SCRS a également indiqué que le pourcentage des juvéniles dans les captures est relativement élevé, et qu'une réduction des captures améliorerait la production et la biomasse du stock reproducteur par recrue.

LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (CICTA) RECOMMANDE CE QUI SUIT:

1. Afin de protéger les espadons juvéniles, les Parties contractantes et les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes devront prendre les mesures nécessaires pour réduire la mortalité des espadons juvéniles dans l'ensemble de la Méditerranée.
2. Les Parties contractantes et les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes devront prendre les mesures techniques nécessaires pour que leurs pêcheries palangrières puissent remplir cet objectif.
3. Les Parties contractantes et les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes devront interdire l'utilisation de filets dérivants dans les pêcheries de grands pélagiques de la Méditerranée.

#### CGPM/2005/3 (B)

#### RECOMMANDATION [04-05] DE LA CICTA CONCERNANT LE PROGRAMME DE RÉTABLISSEMENT POUR LE THON ROUGE DE L'ATLANTIQUE OUEST ET LES MESURES DE CONSERVATION ET DE GESTION POUR LE THON ROUGE DE L'ATLANTIQUE EST ET DE LA MÉDITERRANÉE

*NOTANT* que l'amendement de 2002 de la *Recommandation de la CICTA sur l'établissement d'un programme de rétablissement pour le Thon rouge de l'Atlantique ouest* [Rec. 98-07] de 1998 établissait un accord de répartition de quota pour les Etats-Unis, le Japon et le Canada uniquement jusqu'en 2004;

*ETANT DONNÉ* que la prochaine évaluation du thon rouge de l'Atlantique était prévue pour 2005 dans la *Recommandation de la CICTA relative à un programme pluriannuel de gestion et de conservation du thon rouge de l'Atlantique est et de la Méditerranée*, de 2002, [Rec. 02-08];

*CONSIDÉRANT* les travaux en cours du Groupe de travail chargé de développer des stratégies de gestion intégrées et coordonnées pour le thon rouge de l'Atlantique ;

*SOUHAITANT* aligner les discussions sur la gestion des stocks sur les nouveaux avis scientifiques et, dans l'intervalle, prolonger d'un an les mesures de gestion existantes en appui au programme de rétablissement pour le thon rouge de l'Atlantique Ouest,

LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (CICTA) RECOMMANDE CE QUI SUIT:

1. Les dispositions de la *Recommandation de la CICTA concernant la conservation du thon rouge de l'Atlantique ouest* [Rec. 02-07], qui amendaient la *Recommandation de la CICTA sur l'établissement d'un programme de rétablissement pour le Thon rouge de l'Atlantique ouest* [Rec. 98-07], sont étendues jusqu'en 2006.
2. Tous les autres paragraphes opératifs de la Recommandation 98-07, telle qu'amendée par la Recommandation 02-07, restent inchangés.
3. La troisième Réunion du Groupe de travail chargé de développer des stratégies de gestion intégrées et coordonnées pour le thon rouge de l'Atlantique aura lieu au mois d'avril 2005 au Japon. Son principal objectif sera de développer une gamme d'approches de gestion alternatives pour l'avenir qui seront soumises au Comité permanent pour la recherche et les statistiques (SCRS) aux fins de son opinion. La Commission examinera à sa réunion de 2005 le rapport du SCRS et notamment la viabilité et les implications de ces approches de gestion alternatives.
4. En 2006, le SCRS réalisera l'évaluation du stock de thon rouge de l'Atlantique Est, de la Méditerranée et de l'Atlantique Ouest, et fournira un avis à la Commission sur les mesures de gestion appropriées, et entre autres sur les niveaux du total des prises admissibles pour ces stocks pour les prochaines années. La présente disposition amende le paragraphe 6 de la Recommandation 02-08.
5. A sa réunion de 2006, la Commission examinera la répartition du total des prises admissibles au sein des Parties contractantes dans l'Atlantique ouest, et effectuera les changements nécessaires pour de futures périodes de gestion.

**CGPM/2005/3 (C)**  
**RECOMMANDATION [04-06] DE LA CICTA SUR L'ENGRAISSEMENT**  
**DU THON ROUGE**

*COMPTE TENU* du développement croissant des activités d'engraissement du thon rouge, notamment en Méditerranée ;

*RAPPELANT* les conclusions de la sixième réunion du Groupe de travail conjoint *ad hoc* CGPM/ICCAT sur les stocks de grands Pélagiques en Méditerranée relative aux effets de l'engraissement du thon rouge et aux solutions qui pourraient être envisagées pour réglementer cette activité ;

*CONSIDÉRANT* l'avis émis en 2001 par le Comité Permanent pour la Recherche et les Statistiques (SCRS) sur les conséquences de l'engraissement du thon rouge en Méditerranée sur la collecte des données et par conséquent sur les procédures d'évaluation des stocks ;

*DÉSIREUSE* de mettre en place graduellement des mesures de gestion efficaces pour permettre le développement de l'engraissement du thon rouge de manière responsable et soutenable vis-à-vis de la gestion du thon rouge ;

*NOTANT* les avantages potentiels de l'utilisation du suivi sous-marin par vidéo pour estimer le nombre de poissons ;

LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (CICTA) RECOMMANDE QUE:

1. Les Parties contractantes et les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes (ci-après dénommées «CPC») dont les navires battant le pavillon pêchent ou transfèrent des quantités de thon rouge dans des cages destinées à l'engraissement, devront prendre les mesures suivantes :

- a) Demander aux capitaines des navires effectuant des opérations de transfert de thon rouge à des fins de mise en cage de tenir des carnets de pêche de leur bateau et d'enregistrer les quantités transférées et le nombre des pièces ainsi que la date, le lieu de capture et le nom du bateau et de la compagnie responsable de la mise en cage.
- b) Demander l'enregistrement du total des transferts de thon rouge destinés à l'élevage et à l'engraissement, effectués par les navires qui arborent leur pavillon et mentionner dans la Tâche I les quantités concernées.
- c) Etablir et maintenir une liste des navires battant leur pavillon qui pêchent, fournissent ou transfèrent du thon rouge à des fins d'engraissement (nom du navire, pavillon, numéro d'immatriculation, type d'engin), c'est-à-dire, navires de pêche, navires de transport, navires piscine, etc.

2. Les CPC sous la juridiction desquelles se trouvent des fermes d'engraissement de thon rouge dans la zone de la Convention devraient adopter les mesures nécessaires pour:

- a) Assurer que les quantités de thon rouge destinées à l'engraissement fassent l'objet d'une déclaration de mise en cage par l'opérateur, conformément au format ICCAT joint en annexe, pour chaque navire de pêche ou de transport qui participe à un transfert de thon rouge dans des cages aux fins de son engraissement. Cette déclaration devra comporter des informations relatives aux quantités (en tonnes) mises en cage, le nombre de pièces, la date, le lieu, le lieu de la capture, le nom du bateau, ainsi que son pavillon et son numéro d'immatriculation.
- b) Veiller à ce que les fermes d'engraissement et les institutions scientifiques nationales obtiennent des données, telles que stipulées au paragraphe suivant, sur la composition par taille des poissons capturés ainsi que la date, l'heure et la zone de capture et la méthode de pêche employée, afin d'améliorer les statistiques pour l'évaluation du stock;

A cette fin, il conviendra d'établir un programme d'échantillonnage visant à estimer le nombre par taille de thons rouges capturés, qui prévoit notamment que l'échantillonnage de taille dans les cages soit réalisé sur un échantillon (= 100 spécimens) pour chaque 100 tonnes de poissons vivants. Les échantillons de taille seront recueillis lors de la mise à mort<sup>1</sup> à la ferme, conformément à la méthodologie de la CICTA de déclaration des données de la Tâche II. L'échantillonnage devrait être réalisé pendant toute mise à mort et devrait couvrir toutes les cages. Les données doivent être transmises à la CICTA, avant le 31 juillet, pour l'échantillonnage réalisé l'année antérieure.

- c) Garantir l'enregistrement des quantités de thon rouge mises en cage et des estimations de la croissance et de la mortalité en captivité et les quantités commercialisées (en tonnes).
- d) Etablir et maintenir un registre des établissements d'engraissement relevant de leur juridiction.

- e) Chaque CPC visée dans ce paragraphe devra désigner une seule personne responsable de coordonner la collecte et la vérification des informations sur les activités de mise en cages et de communiquer et coopérer avec la CPC dont les navires battant le pavillon ont pêché les thonidés mis en cages.

Cette seule autorité devra soumettre aux CPC dont les navires battant le pavillon ont pêché les thonidés mis en cages, une copie de chaque déclaration de mise en cages visée au paragraphe 2a), dans la semaine suivant la fin de l'opération de transfert du thon rouge dans les cages.

3. Les CPC visées aux paragraphes 1 et 2 devront prendre les mesures opportunes afin de vérifier l'exactitude des informations reçues et devront coopérer afin de s'assurer que les quantités mises en cages sont conformes aux volumes de capture déclarés de chaque bateau de pêche.

4. Les CPC qui exportent des produits de thon rouge d'élevage devront s'assurer que la description de ces produits inclut «Engraissement» dans le Document statistique thon rouge (BFTSD) de la CICTA ou le Certificat de réexportation de thon rouge de la CICTA (se reporter à la *Recommandation de la CICTA concernant l'amendement des formulaires des Documents Statistiques ICCAT pour le thon rouge, le thon obèse et l'espadon* [Rec. 03-19]).

5. Les CPC devront transmettre, chaque année, au Secrétaire exécutif, avant le 31 août :

- la liste des navires de pavillon prévue au paragraphe 1c),
- les résultats du programme visé au paragraphe 2b),
- les quantités de thon rouge mises en cage au cours de l'année précédente,
- les quantités commercialisées au cours de l'année précédente.

6. Les CPC visées dans la présente recommandation ainsi que les Parties contractantes qui importent du thon rouge devront coopérer, notamment par le biais d'échange d'informations.

7. La Commission devra demander aux Parties non-contractantes élevant du thon rouge dans la zone de la Convention de collaborer à la mise en œuvre de la présente Recommandation.

8. La Commission, sur la base des informations visées au paragraphe 4, des rapports BFTSD et des données de Tâche I, devra évaluer l'efficacité de ces mesures.

9. a) La Commission devra établir et maintenir un Registre ICCAT des établissements d'engraissement autorisés à opérer aux fins de l'engraissement du thon rouge capturé dans la zone de la Convention (dénommés ci-après «FFB»). Aux fins de la présente Recommandation, les FFB ne figurant pas dans ce registre sont considérés comme n'étant pas habilités à opérer aux fins de l'engraissement du thon rouge capturé dans la zone de la Convention.

b) Chaque CPC sous la juridiction de laquelle se trouvent les FFB devra soumettre, par voie électronique, dans la mesure du possible, au Secrétaire exécutif de la CICTA, avant le 31 août 2004, la liste de ses FFB qui sont autorisés à opérer aux fins de l'engraissement du thon rouge. Cette liste devra inclure les informations suivantes. Pour le poisson engraisé pendant plus d'un an, d'autres méthodes d'échantillonnage devraient être établies.

- nom du FFB, numéro de registre
- noms et adresses de l'/des armateur(s) et de l'/des opérateur(s)
- localisation
- capacité d'engraissement (en tonnes)

c) Après l'établissement du Registre ICCAT des FFB, chaque CPC devra notifier au Secrétaire exécutif de la CICTA tout ajout, suppression et/ou modification à apporter au Registre CICTA des FFB, au moment où ce changement intervient.

d) Le Secrétaire exécutif de la CICTA devra maintenir le Registre CICTA des FFB et prendre les mesures visant à assurer la diffusion de ce registre par voie électronique, y compris son inclusion sur le site web de la CICTA, d'une manière conforme aux exigences de confidentialité signalées par les CPC.

e) Les CPC sous la juridiction desquelles se trouvent les FFB devront prendre les mesures nécessaires pour assurer que leurs FFB respectent les mesures pertinentes de la CICTA.

f) Afin d'assurer l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de la CICTA concernant le thon rouge:

- (i) Les CPC sous la juridiction desquelles se trouvent les FFB devront valider les Documents statistiques thon rouge seulement pour les établissements d'engraissement figurant sur le Registre ICCAT des FFB;
- (ii) Les CPC devront exiger que le thon rouge d'élevage soit accompagné, lors de son importation sur leur territoire, par des documents statistiques validés pour les FFB figurant sur le Registre ICCAT des FFB, et
- (iii) Les CPC qui importent du thon rouge d'élevage et les Etats qui autorisent les FFBs devront coopérer afin de garantir que les documents statistiques ne sont pas falsifiés ou ne contiennent pas de fausses informations.

10. Le SCRS devra réaliser des expérimentations afin d'identifier les taux de croissance, et notamment les gains de poids obtenus au cours de la période d'engraissement ou de mise en enclos.

11. La présente recommandation remplace la *Recommandation de la CICTA sur l'engraissement du thon rouge* [Rec. 03-09].

#### **DÉCLARATION CICTA DE MISE EN CAGES AUX FINS D'ENGRAISSEMENT**

<i>Nom du bateau</i>	<i>Pavillon</i>	<i>Numéro d'immatriculation</i>	<i>Date de capture</i>	<i>Lieu de capture</i>	<i>Date de mise en cage</i>	<i>Quantité mise en cage (kg)</i>	<i>Nombre de poisson mis en cage aux fins d'engraissement</i>	<i>Etablissement d'engraissement*</i>

\* Etablissement autorisé à opérer aux fins de l'engraissement du thon rouge capturé dans la zone de la Convention

**CGPM/2005/3 (D)**  
**RECOMMANDATION [04-07] DE LA CICTA SUR LA LIMITATION DE LA TAILLE DU**  
**THON ROUGE**

*COMPTE TENU* des préoccupations exprimées par le SCRS en ce qui concerne le niveau élevé et continu des prises de thon rouge sous-taille,

*CONSCIENTE* de la nécessité de contribuer aux objectifs de la *Recommandation de la CICTA pour l'établissement d'un plan destiné à réduire les captures de juvéniles de thon rouge en Méditerranée* [Rec. 02-09] visant à réduire les prises de thon rouge sous-taille,

*AFIN DE* garantir l'exécution et le suivi pertinents de la taille minimum du thon rouge dans l'Atlantique Est et en Méditerranée,

LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (CICTA) RECOMMANDE CE QUI SUIT:

1. Les Parties contractantes et les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes (CPC) devront prendre les mesures nécessaires afin d'interdire la prise, la rétention à bord, le débarquement et/ou le transbordement de tout thon rouge (*Thunnus thynnus*) d'un poids inférieur à 10 kg en Méditerranée.
2. Dans l'Atlantique Est et en Méditerranée, les CPC devront prendre les mesures nécessaires afin d'interdire la capture, la rétention à bord, le débarquement, le transbordement et la vente de tout thon rouge inférieur à la taille minimum applicable. Aucune tolérance ne devra être accordée.
3. Les 2ème et 3ème sous-paragraphes du paragraphe opératif 9 de la *Recommandation de la CICTA relative à un programme pluriannuel de gestion et de conservation du thon rouge de l'Atlantique est et de la Méditerranée* [Rec. 02-08] ainsi que la *Recommandation de la CICTA concernant une limite de la taille et de la mortalité par pêche du thon rouge* [Rec. 74-01] et la *Recommandation de la CICTA sur une mesure de gestion supplémentaire pour le Thon rouge d'âge 0* [Rec. 97-02] sont révoqués.

**CGPM/2005/3 (E)**  
**RECOMMANDATION [04-10] DE LA CICTA CONCERNANT LA CONSERVATION**  
**DES REQUINS CAPTURÉS EN ASSOCIATION AVEC LES PÊCHERIES GÉRÉES PAR LA**  
**CICTA**

*RAPPELANT* que le Plan d'action international pour la conservation et la gestion des requins de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) demande aux Etats, dans le cadre de leurs compétences respectives et conformément au droit international, de coopérer par le biais d'organisations régionales de gestion des pêches en vue de garantir la durabilité des stocks de requins ainsi que d'adopter un Plan d'action national pour la conservation et la gestion des requins;

*CONSIDÉRANT* que de nombreux requins font partie des écosystèmes pélagiques dans la zone de la Convention et que les thonidés et les espèces apparentées sont capturés dans les pêcheries ciblant les requins;

*RECONNAISSANT* la nécessité de collecter des données sur la prise, l'effort, les rejets et le commerce, ainsi que des informations sur les paramètres biologiques de nombreuses espèces afin de conserver et gérer les requins;

LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (CICTA) RECOMMANDE CE QUI SUIT:

1. Les Parties contractantes et les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes (CPC) devront déclarer, chaque année, les données de Tâche I et de Tâche II pour les prises de requins, conformément aux procédures de soumission de données de la CICTA, y compris les données historiques disponibles.
2. Les CPC devront prendre les mesures nécessaires afin de demander à leurs pêcheurs d'utiliser intégralement la totalité de leurs prises de requins. L'utilisation intégrale est définie comme la rétention par le navire de pêche de toutes les parties du requin, à l'exception de la tête, des viscères et des peaux, jusqu'au premier point de débarquement.
3. Les CPC devront demander à leurs navires que les ailerons qu'ils ont à bord ne dépassent pas 5% du poids des requins retenus à bord, jusqu'au premier point de débarquement. Les CPC qui ne demandent pas actuellement de débarquer conjointement les ailerons et les carcasses au premier point de débarquement devront prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'application du ratio de 5% par une certification, un suivi par un observateur ou toute autre mesure pertinente.
4. Le ratio du poids aileron-corps des requins, décrit au paragraphe 3, devra être examiné par le SCRS et renvoyé à la Commission en 2005 aux fins de révision, si nécessaire.
5. Les navires de pêche n'ont pas le droit de retenir à bord, transborder ou débarquer des ailerons capturés à l'encontre de la présente Recommandation.
6. Dans les pêcheries qui ne ciblent pas les requins, les CPC devront encourager, dans toute la mesure du possible, la remise à l'eau des requins vivants, notamment les juvéniles, qui sont capturés accidentellement et ne sont pas utilisés à des fins alimentaires et/ou de subsistance.
7. En 2005, le SCRS devra examiner l'évaluation des requins taupes bleues (*Isurus oxyrinchus*) et recommander des alternatives de gestion aux fins d'examen par la Commission, et devra mener une autre évaluation des requins peaux bleues (*Prionace glauca*) et des requins taupes bleues au plus tard en 2007.
8. Les CPC devront, dans la mesure du possible, mener des programmes de recherche afin d'identifier les moyens d'accroître la sélectivité des engins de pêche.
9. Les CPC devront, dans la mesure du possible, mener des programmes de recherche afin d'identifier les zones de nourricerie des requins.
10. La Commission devrait envisager l'assistance opportune à fournir aux CPC en développement aux fins de la collecte des données sur leurs prises de requins.
11. La présente Recommandation ne s'applique qu'aux requins capturés en association avec les pêcheries gérées par la CICTA.

**CGPM/2005/3 (F)**

**RECOMMANDATION [04-12] DE LA CICTA VISANT À ADOPTER DES MESURES CONCERNANT LES ACTIVITÉS DE LA PÊCHE SPORTIVE ET RÉCRÉATIVE EN MÉDITERRANÉE**

*COMPTE TENU* de la nécessité de réglementer les activités de la pêche sportive et récréative afin de veiller à ce que ces activités ne compromettent pas l'exploitation durable des stocks, et notamment du stock de thon rouge, en Méditerranée,

LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (CICTA) RECOMMANDE CE QUI SUIVIT:

1. Les Parties contractantes et Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes (ci-après dénommés «CPC») devront prendre les mesures nécessaires pour interdire d'utiliser, dans le cadre de la pêche sportive et récréative, des filets remorqués, filets tournants, sennes coulissantes, dragues, filets maillants, trémail et palangre pour pêcher des thonidés et des espèces apparentées, notamment du thon rouge, en Méditerranée.
2. Les CPC devront veiller à ce que les captures de thonidés et d'espèces apparentées réalisées en Méditerranée résultant de la pêche sportive et récréative ne soient pas commercialisées.
3. Les CPC devront prendre les mesures nécessaires pour que les données des captures résultant de la pêche sportive et récréative soient recueillies et transmises au SCRS.



## ANNEXE H

**Lignes directrices pour un schéma de contrôle de la CGPM:  
conditions requises et principes**

L'objectif principal sera d'établir un schéma de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) qui assurera un degré élevé de conformité avec les mesures appropriées de conservation et la sécurité juridique pour le navire concerné.

En outre le schéma projeté devra prendre en compte les caractéristiques et les spécificités des différentes sous-zones géographiques (GSAs) et pêcheries de la CGPM.

Un schéma efficace de contrôle et d'application devra appliquer un certain nombre de principes:

- (i) Etre conformes aux dispositions énoncées dans l'Accord portant création de la CGPM et dans le droit international pertinent existant.
- (ii) Evaluation des mesures actuelles de la CGPM et les compléter éventuellement par de nouvelles mesures.
- (iii) Le schéma doit souligner l'obligation générale en matière de coopération et d'engagement à mettre en œuvre les mesures ci-dessous avec transparence en tenant compte des exigences de confidentialité.
- (iv) Le schéma devrait comporter l'application de deux types de mesures:
  - Mesures applicables à l'ensemble des pêcheries. Les mesures relatives aux navires ne s'appliqueraient qu'aux navires supérieurs à une certaine taille.
  - Mesures applicables au cas par cas à certaines pêcheries, en tenant compte du rapport coût/efficacité.
- (v) Contribuer à l'amélioration de la collecte et de la transmission en temps voulu des statistiques, à des fins scientifiques comme à des fins de contrôle.
- (vi) Dispositions pour garantir l'application à la fois des Parties contractantes et des Parties non-contractantes, et ainsi viser à minimiser la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INDNR) dans la zone de la CGPM.
- (vii) Les exigences spécifiques des Etats en développement doivent être dûment pris en compte, et il convient d'établir une coopération active afin de leur faciliter la mise en œuvre des mesures.

Dans ces conditions, le schéma devrait se composer des éléments suivants:

**1) Obligations des Etats du pavillon**

Les mesures de contrôle suivantes doivent être prises par les Etats du pavillon à l'égard des navires autorisés à battre leurs pavillons dans la zone de la CGPM :

- (i) Contrôle de leurs navires en:
  - a) adoptant des mesures garantissant que leurs navires respectent les mesures de conservation et de gestion de la CGPM et ne les compromettent pas;
  - b) autorisant leurs navires à pêcher dans la zone de la CGPM, au moyen d'autorisations, de licences ou de permis de pêche;
  - c) veillant à ce que l'Etat du pavillon interdise aux navires de pêcher dans la zone de la CGPM, à moins qu'il ne soit capable d'assumer efficacement ses responsabilités vis-à-vis de ces navires, notamment le suivi et le contrôle des activités de pêche;

- d) s'assurant que leurs navires ne pratiquent pas la pêche sans autorisation dans les zones relevant de la juridiction nationale d'autres Etats, au moyen d'une coopération appropriée avec les Etats côtiers concernés et par d'autres voies pertinentes dont dispose l'Etat du pavillon;
  - e) exigeant que leurs navires qui pêchent en haute mer soient à tout moment munis de leurs licences, autorisation ou permis et les produisent dès lors qu'une personne dûment autorisée en ferait la demande;
- (ii) Etablissement d'un registre national de navires de pêche autorisés à battre leurs pavillons et à pêcher dans la zone de la CGPM, qui devrait inclure les navires de pays tiers autorisés par affrètement, et transmission à la CGPM de ce registre.
  - (iii) Réglementation relative au transbordement.
  - (iv) Mesures afférentes aux opérations d'affrètement et à son contrôle.
  - (v) Conditions requises pour consigner par écrit et déclarer en temps opportun la position du navire, la capture d'espèces cibles et non cibles, l'effort de pêche et autres données pertinentes sur les pêcheries, y compris l'estimation des rejets, sauf si la CGPM en stipule autrement. Ces données devraient être vérifiées pour certaines pêcheries par des programmes d'observateurs, lorsqu'ils ont été adoptés par la Commission.
  - (vi) Mise en œuvre d'un système de contrôle des navires (VMS).
  - (vii) Enquête, suivi et déclaration des actions entreprises en réponse à une infraction prétendument commise par un navire.

## **2) Obligations des Parties contractantes et des Parties non-contractantes coopérantes**

Les Parties contractantes et les Parties non-contractantes coopérantes doivent notamment:

- (i) Fournir à la CGPM, à la date et sous la forme prescrites par cette dernière, des rapports d'application et l'information relative à leurs activités de pêche, y compris zones de pêche et navires, dans le but de faciliter la compilation de statistiques de pêche fiables pour les espèces régularisées par la CGPM (capture, effort, échantillons de taille, etc.) et la mise en œuvre effective du programme d'application de la CGPM.
- (ii) Respecter toutes les mesures de conservation et de gestion de la CGPM.

## **3) Application et respect**

Les Parties contractantes, à travers la Commission, devraient établir un programme d'observateur et d'inspection visant à assurer le respect des mesures de conservation et de gestion de la CGPM.

Le programme pourrait, entre autres, comprendre les éléments suivants:

- (i) Inspection en haute mer.
- (ii) Procédures à suivre pour enquêter efficacement sur l'infraction prétendument commise des mesures de conservation et de gestion de la CGPM, et pour informer la Commission des mesures prises, y compris des procédures prévues pour l'échange d'information.
- (iii) Dispositions prévues lorsque l'inspection révèle de graves infractions, et suivi expédient et transparent des mesures prises afin de confirmer la responsabilité de l'Etat du pavillon dans le cadre du programme prévu.
- (iv) Inspections au port.
- (v) Contrôle des débarquements et des captures, y compris suivi statistique aux fins de la gestion.

- (vi) Programmes de suivi spécifiques adoptés par la CGPM, y compris arraisonnement et inspection.
- (vii) Programmes d'observateurs.

**4) Programme visant à encourager l'application par les navires des Parties non-contractantes**

Outre les mesures existantes, la CGPM devrait examiner les mesures conformes au droit international visant à décourager les navires qui, par leurs activités, compromettent l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de la CGPM, tel que :

- La mise en œuvre de toutes les composantes pertinentes du Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée de la FAO.
- L'interdiction des débarquements et des transbordements d'espèces halieutiques de la Méditerranée par des navires de Parties non contractantes, observés dans la zone de compétence de la CGPM, qui ne respectent pas les mesures de conservation et de gestion pertinentes de la CGPM.

La vingt-neuvième session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) a réuni les délégués de tous les membres de la Commission (vingt-quatre). La Commission a décidé que le Palais Blumenstihl à Rome, Italie, abriterait son nouveau siège. Elle a convenu que tous les membres pourraient exceptionnellement participer au vote concernant le Secrétaire exécutif, à la condition que chacun contribue sa part du budget autonome avant la fin de l'année 2005. A la suite d'interviews et de votes à bulletin secret, la Commission a sélectionné son Secrétaire exécutif. Elle a aussi convenu d'un mandat et d'une procédure pour la sélection du Secrétaire exécutif adjoint. La Commission a formellement établi la Réunion de coordination des sous-comités (CMSC) en tant qu'organe subsidiaire du Comité scientifique consultatif (CSC), ainsi qu'un Groupe de travail permanent sur les méthodologies d'évaluation des stocks. Elle s'est déclarée favorable à un renforcement du mandat du Groupe de travail mixte CGPM/CICTA sur les espèces de grands pélagiques et a également décidé du rétablissement du Réseau sur l'environnement et l'aquaculture en Méditerranée (EAM) en soutien au Comité de l'aquaculture (CAQ). La Commission a renvoyé à sa prochaine session l'examen de certaines des dispositions de son Règlement intérieur. La Commission a adopté les Recommandations contraignantes CGPM/2005/1 concernant «la gestion de certaines pêcheries exploitant des espèces démersales et des espèces vivant en eau profonde» et CGPM/2005/2 concernant «l'établissement d'un registre des navires mesurant plus de 15 mètres autorisés à pêcher dans la zone de la CGPM», ainsi que six Recommandations de la CICTA et des Directives générales pour un schéma de contrôle de la CGPM. La Commission a aussi instamment invité ses membres à définir des plans d'action nationaux concernant la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) et a demandé que le projet régional MedFisis établisse en priorité le registre des navires de la CGPM (liste blanche).

ISBN 92-5-205352-2 ISSN 1020-7244



TR/M/A0031F/1/08.05/500